

**CHILI
PRESENT**



**THEATRE
ET POLITIQUE**

**POLITISER
LES LUTTES**

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série — N° 33 (52)

8^{me} année — mars 1977

Sommaire

Editorial

Politiser les luttes p. 1

« Venceremos »

Trois personnalités chiliennes ont la parole p. 5

Table ronde

Théâtre et politique p. 19

Jacques Aron

L'architecture du socialisme utopique p. 38

Lire des livres p. 43

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Politiser les luttes

Le plan Egmont a évité une crise ministérielle, mais il aggrave la crise tout court.

Au terme du fameux conclave gouvernemental des 12 et 13 février, seuls pavoisaient le CVP et le PVV. Les autres composantes de l'équipe Tindemans sont apparues plus ou moins désenchantées. L'opinion a accueilli le plan Egmont avec scepticisme, froideur ou hostilité.

Il est superflu de refaire ici l'inventaire de ces mesures que la presse écrite et radiotélévisée ont abondamment commentées. Leur nature est claire : la masse des consommateurs et travailleurs est lourdement taxée, de nouvelles aides financières sont accordées aux grosses sociétés, rien de concret n'est prévu pour résorber le chômage. C'est donc la poursuite et l'aggravation d'une politique qui, sous couleur de partage des sacrifices, endosse les frais de la crise aux « petits », protège les « gros » et qui, relançant l'inflation en s'installant dans le chômage, approfondit la crise.

On est assuré de ne pas se tromper en évoquant dans ces conditions le mécontentement populaire. Mais il y a autre chose que du mécontentement. Il se dessine, pensons-nous, un malaise devant un horizon politique qui paraît bouché.

Le mécontentement trouve à s'exprimer dans le « mois de grèves » qui commence au moment où ces lignes sont imprimées. Il s'agit de grèves massives, qui ne se limitent pas aux mots d'ordre lancés par le front commun syndical, en réplique aux attaques gouvernementales contre l'assurance maladie-invalidité, l'assurance-chômage, les autres acquis sociaux, ou pour défendre l'emploi. En-

core que l'engagement de la Confédération des syndicats chrétiens dans la grève soit fort significatif de l'insatisfaction ouvrière, puisque les démocrates-chrétiens siègent au gouvernement, on note que de nombreuses initiatives qui surgissent d'entreprises, de secteurs ou de régions, ajoutent leur charge de combativité aux mots d'ordre du front commun syndical.

Il devient cependant de plus en plus évident que les actions syndicales ne peuvent à elles seules faire le poids. Aux choix politiques du plan Egmont, il faut opposer d'autres choix politiques. En d'autres termes, c'est la politisation de luttes contre « l'austérité » qui apparaît comme décisive dans les semaines qui viennent.

Cette politisation peut affecter différentes formes et diverses dimensions. Quand les travailleurs de Siemens — à Oostkamp, Baudour et Bruxelles — en appellent aux forces politiques de leur région pour mettre au pas la multinationale allemande qui viole le contrat dit de progrès signé avec l'Etat, c'est une politisation de la lutte ouvrière. Elle a d'ailleurs permis le vote d'une motion parlementaire qui ne règle bien sûr aucun problème, mais constitue un point d'appui pour poursuivre la défense de l'emploi chez Siemens.

Quand les travailleurs des sièges de Marcinelle, Herstal et Gand des ACEC parviennent, après des visites systématiques aux mandataires politiques de leur région, à se faire recevoir par la Commission des Affaires économiques de la Chambre, nous sommes en présence d'un stade plus raffiné de la politisation d'une action ouvrière. Et quand les travailleurs du Pays Noir — ACEC, Câblerie de Charleroi, Thy-Marcinelle-Monceau, Hainaut-Sambre et La Providence — envoient ensemble des délégations pour s'entretenir au saut du lit avec les ministres Califice, Knoops et Moreau, c'est encore dans la même foulée que s'inscrit leur initiative.

Voilà donc une forme de politisation de l'action ouvrière à partir de l'entreprise, forme qui tend à se propager. En mettant conseillers communaux et provinciaux, députés et sénateurs face à leurs responsabilités, ce type de démarche peut animer la vie politique, donner un contenu au contrôle des électeurs sur les élus. Nous y voyons un moyen parmi d'autres de dynamiser la démocratie, et de faire surgir parmi les mandataires des solutions plus conformes aux intérêts populaires.

A un autre niveau, la politisation des luttes peut et doit à notre sens jouer un rôle décisif pour sortir de la crise. C'est la mise au point d'une alternative de gauche à la politique de crise du gouvernement.

« Alternative de gauche » : la formule a cessé d'être italienne ou française, et dans notre pays elle a cessé d'être utilisée par les seuls communistes. Les défenseurs de la langue française ont raison de faire grise mine à l'expression; elle est incorrecte, mais outre que le « Petit Robert » consent à en reconnaître l'existence (« néol »), la percée qu'elle a commencé à faire nous incite à ne pas mettre la formule en cause. Le vrai problème est de la transformer en réalité.

Il s'agit, dans un premier temps, de faire en sorte que tous les partis se réclamant de la gauche définissent leurs propositions

politiques face à l'inflation, au chômage, au déséquilibre des finances publiques, bref, face à la crise. Il s'agirait dans un deuxième temps, de confronter ces propositions en un débat — le plus ouvert et le plus démocratique possible. Ainsi se dégagerait cette alternative de gauche à opposer à la désastreuse politique d'austérité menée par la droite et le grand capital.

Révoons-nous ?

En mai de l'an dernier, un colloque réunissait à Namur les animateurs de quatre revues « Socialisme », « Le Bulletin de la Fondation André Renard », « La Revue Nouvelle » et « Les Cahiers marxistes ». Ils tentaient de répondre au défi que la crise représente en Wallonie.

En décembre dernier, l'interrégionale wallonne de la FGTB appelait à la définition d'une alternative de gauche. André Cools vient d'annoncer que le PSB prépare « un projet d'action à moyen terme » qui serait œuvre collective de tout le parti, « répondant à la fois aux besoins de notre temps et à la nouvelle image que le parti s'est donnée depuis le congrès doctrinal ». Quant au parti communiste, il a centré tout son 22^e congrès (Gand, avril 1976) sur la définition de propositions alternatives, qu'il a encore actualisées publiquement en novembre dernier, et qu'il a adressées en février à tous les courants se réclamant des forces du travail et du progrès.

Il s'agit en premier lieu de combattre l'inflation et de réduire le déséquilibre des finances publiques tout en consolidant les acquis sociaux et culturels. Pour cela, il faut effectivement s'opposer aux hausses abusives des prix, tarifs et taxes, à commencer par la TVA, en luttant sérieusement contre la spéculation, la grande fraude fiscale et les super-profits monopolistes, en renforçant la taxation des gros revenus et des grosses fortunes et en stoppant l'escalade des dépenses militaires.

Parallèlement, il s'agit de combattre le chômage et de stopper le déclin industriel par l'instauration des 36 heures au moins dans les secteurs monopolistes, par le droit généralisé à la pension à 60 et 55 ans, par une nouvelle politique industrielle d'orientation planifiée des investissements qui subordonne toutes les interventions économiques publiques — aides, commandes ou prises de participation — à des garanties contractuelles de maintien ou d'accroissement du niveau de l'emploi, par la mise sous contrôle public des secteurs du crédit, de l'énergie, de la sidérurgie et des grosses constructions mécaniques.

Il s'agit aussi de réduire les déséquilibres entre nos régions par l'instauration de pouvoirs régionaux démocratiques, dotés de compétences et de moyens leur permettant d'assumer pleinement la défense de leurs besoins spécifiques.

Le besoin d'une solution de rechange soutenue par la gauche devient d'autant plus urgent qu'on voit le Premier ministre jouer aux dirigeants musclés, s'essayer au style autoritaire.

Sans doute le manque de perspectives politiques claires n'est-il pas perçu comme tel par l'ensemble de la population laborieuse. Il est certain néanmoins qu'il freine les élans les plus féconds lais-

se des questions-clés sans réponse, paralyse des actions globales. Ce vide sert les desseins des Pulinckx et des De Clercq, des Tindemans et des Perin. Il sert aussi les calculs des notables du PSB qui sont prêts à participer à une coalition de droite pour mieux gérer la crise.

C'est en s'emparant d'un projet politique alternatif que les masses pourront tout à la fois se sauver de la crise et sortir le pays de l'ornière dans laquelle il s'enfonce dangereusement.

CONTRE - CRISE

Une brochure du Parti communiste de
Belgique pour ouvrir un débat sur le
contenu et les voies d'une

ALTERNATIVE PROGRESSISTE

10 F le numéro — à commander à M. Couteau,
avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

Trois personnalités chiliennes ont la parole

Trois exilés politiques chiliens se sont retrouvés, à la fin de décembre 1976, autour du micro des Cahiers marxistes : SERGIO POBLETE, ancien général des Forces armées du Chili, FERNANDO OSTORNOL, ancien avocat de Luis Corvalan, et ERNESTO ARANEDA, ancien sénateur. Ils avaient accepté l'invitation de la revue à confronter leurs opinions sur le rôle de la DINA (police politique chilienne) en Belgique, ainsi que sur les perspectives de la résistance antifasciste dans leur pays.

JEAN DU BOSCH et PAUL VAN PRAAG, militants dans diverses organisations de solidarité avec le peuple chilien et membres du comité central du P.C.B., les avaient accueillis avec ROSINE LEWIN, au siège des Cahiers marxistes. Voici la relation de cet entretien.

C.M. : L'opinion publique progressiste de notre pays qui a témoigné à plusieurs reprises de sa solidarité avec le peuple chilien, a été très émue par les actes terroristes commis par la Dina en dehors même du Chili et par les menaces qu'elle pourrait représenter pour les réfugiés chiliens en Belgique. La motion adoptée à l'unanimité par la Chambre des représentants le 18 novembre dernier (*) s'est

(*) La Chambre, ayant entendu les interpellations de M. Glinne et de Mme Ryckmans-Corin sur la présence en Belgique d'éléments de police et de la sûreté de la junte chilienne et sur les conséquences de cette situation;

Considérant que le terrorisme politique attribué au gouvernement actuel du Chili doit être résolument empêché sur le territoire belge;

Souhaitant que le gouvernement belge intervienne systématiquement dans toutes les institutions internationales pour protester contre le terrorisme dans le monde et contre le non-respect des droits de l'homme, notamment au Chili;

Estime qu'il s'impose dès lors d'effectuer rapidement une enquête approfondie sur les problèmes soulevés et de garantir la sécurité des démocrates chiliens réfugiés en Belgique et de leur famille;

Souligne la nécessité de faire connaître et respecter le statut de ces réfugiés par toutes les autorités politiques, judiciaires et de police en Belgique, et passe à l'ordre du jour.

fait l'écho de cette émotion et a réclamé que les autorités belges fassent respecter le statut des réfugiés politiques des Chiliens accueillis en Belgique.

Pouvez-vous nous préciser la fonction et les pouvoirs de la Dina, nous parler de ses agissements ici-même et indiquer comment vous appréciez la motion votée par la Chambre ?

Poblete : La Dina est le service de renseignements chargé de mener le plus directement la répression. Organisée en 1974, quelques mois après le coup d'Etat, elle regroupe des personnes recrutées dans les différents services de renseignements de l'armée de terre, de la marine, de la force aérienne, de la police, des carabiniers (la gendarmerie comme on dit ici). Cette Dina est sous le contrôle direct de Pinochet. Son directeur est toujours le colonel de l'armée de terre, Manuel Contreras Sepulveda. Le sous-directeur est le capitaine de vaisseau Rolando Garcia Leblanc, et le troisième homme est le colonel de la force aérienne, Samuel Mujica Verdugo.

Comme toute organisation militaire, elle compte un état-major et les départements « classiques » : opérations, intelligence (ou renseignement), logistique, personnel. En plus du personnel militaire, il y a du personnel civil; il s'agit spécialement d'individus formés par des groupes fascistes ou d'extrême-droite. La Dina dispose de centres d'interrogatoires et de torture, tous dirigés par des officiers.

Villa Grimaldi : communication directe avec Pinochet

La Villa Grimaldi ou « le palais du rire », comme l'appellent de nombreuses personnes, abrite la plupart des services de la Dina et un centre de télécommunications. Ce centre est équipé d'antennes et de matériel à haute fréquence qui permet de communiquer dans le monde entier, et d'antennes et de matériel à très haute fréquence qui permet la communication rapide avec le président de la république et avec des véhicules et des groupes d'intervention en opération. La Villa Grimaldi est le plus grand centre de torture de la Dina — 120 à 150 prisonniers politiques y auraient été détenus à certaines époques.

Assemblée générale des Nations Unies — Extraits du rapport du Conseil économique et social établi par le Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chili.

En dehors du Chili, c'est la « Dina extérieure » qui opère. Elle serait dirigée par un colonel de la force aérienne et compterait deux groupes d'appui : le premier, que nous pourrions appeler appui officiel, serait formé par la C.I.A. et les services de renseignement des forces armées des U.S.A., en considération à la participation directe que ses organismes eurent dans le coup d'Etat et à la formation de la Dina, et par les polices et services de renseignement des pays « amis », qui

ont une affinité avec le régime chilien. Le second est formé de groupes d'extrême-droite et néo-fascistes, dans les différents pays où elle opère, et qui travaillent sur la base des instructions et des moyens, parfois comptés, que leur assurent les agents de la Dina. D'autres « opérations » sont réalisées par les « fonctionnaires » chiliens de la Dina à l'étranger. Ceux-ci coordonnent aussi leurs activités avec les deux groupes d'appui.

Colonia Dignidad : centre d'expérimentation massive de tortures

La Dina a un autre centre à Colonia Dignidad. Le Groupe en a déjà parlé dans son précédent rapport (E/CH. 4/1188, par. 129). Colonia Dignidad est située sur la route des sources Castillo à Parral, à 400 km au sud de Santiago, dans la province de Linares. C'est une exploitation agricole qui constituerait une véritable agglomération, avec ses écoles et ses hôpitaux, et une infrastructure suffisante pour les besoins d'environ 500 personnes. A Colonia Dignidad des prisonniers auraient été soumis à différentes « expériences » sans même avoir été interrogés : ils auraient été livrés à des chiens dressés à commettre des agressions sexuelles et à détruire les organes sexuels des deux sexes, soumis à des « tests » destinés à déterminer les limites de la résistance aux différentes méthodes de tortures (résistance aux coups, à l'électricité, à la pendaison, etc.), ainsi qu'à des épreuves destinées à les rendre fous par l'administration de drogues, et enfin astreints à des périodes prolongées d'isolement, entre autres traitements inhumains. On dit que dans ce camp les prisonniers n'entendent jamais, de la bouche de leurs gardiens, que des ordres de tortures. A Colonia Dignidad il y a, semble-t-il, un centre de torture d'un genre particulier installé dans un souterrain spécialement équipé : on y trouve de petites cellules isolées acoustiquement et fermées hermétiquement, et on fait porter aux prisonniers des cagoules en cuir collées à leur visage par des substances chimiques. Dans ces cellules, les tortionnaires procéderaient à des interrogatoires par l'intermédiaire d'un système radio en circuit fermé pendant qu'on applique aux détenus, attachés nus à leur châlit, des décharges électriques.

Assemblée générale des Nations-Unies — Extraits du rapport du Conseil économique et social établi par le Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chili.

La junte a incorporé à son service « diplomatique » de nombreux officiers des forces armées. Leurs noms sont connus, car ils ont été publiés dans la presse officielle à l'occasion de la fin des cours de l'Académie diplomatique; 80 % des diplômés étaient des militaires. Naturellement, quand ils prendront en charge leurs postes à l'étranger, dans les ambassades ou dans les consulats, on ne mentionnera

pas leurs grades militaires. « Communiqués du Chili en Lutte », publication des Chiliens antifascistes à Liège, publiera bientôt les noms et grades des nouveaux « diplomates » de la junte militaire.

Il ne faut pas oublier que la Dina a été formée sur le modèle des structures et des buts de la C.I.A. Moi, j'appelle la Dina la fille de la C.I.A. et la petite-fille de la Gestapo. Tout dans sa politique et dans ses procédés rappelle ces deux organisations.

J'en viens à la Dina en Belgique. A mon avis, elle n'a pas l'ampleur physique que certains lui attribuent. Il me paraît pratiquement impossible que la junte puisse compter un groupe aussi élevé de « fonctionnaires » ou de personnel ayant les qualifications « professionnelles » et culturelles nécessaires pour exercer le rôle d'agents secrets, dans le monde entier.

Je crois personnellement qu'en Belgique une DINA peut opérer efficacement avec trois ou quatre individus, pas davantage. Pour le reste, elle fera appel à des organisations de couverture, à des groupes fascistes ou d'extrême-droite, à des infiltrés de la junte ; quelques-uns se trouvaient déjà en Belgique avant le coup d'Etat, parfois comme boursiers, sous prétexte de fuir le « régime marxiste » de l'Unité populaire, d'autres sont arrivés après, qui, sans être membres de la Dina, sont prêts à collaborer avec elle, soit sous pression, soit volontairement ; à des réfugiés ou individus d'extrême droite d'autres pays, tels des Cubains anti-castristes par exemple, qui sont organisés et spécialisés dans le terrorisme. Il y a des gens qui voyagent de façon permanente vers les Etats-Unis ; les trois ou quatre agents de la Dina ne prennent sans doute pas un aller-retour Bruxelles-Santiago, ils transitent par les U.S.A. Exemple d'un organisme de couverture : une agence de lignes aériennes chiliennes (Chilean Air Lines) installée depuis peu à Bruxelles (très exactement : chaussée d'Alseberg, 815, — « Omega - Travel »), ce qui est curieux quand on sait que la Sabena est l'agent commercial, en Belgique, de la ligne aérienne chilienne, dont le siège est installé à Francfort (RFA). Je connais des cas concrets où on peut supposer une intervention de la Dina. Quelques-uns ont été signalés et commentés, il y a quelques semaines, par la presse et la télévision belge et internationale.

Que veut la Dina en Belgique ? Je crois qu'elle cherche principalement — non pas à faire peur à tous les Chiliens de Belgique, il lui faudrait une organisation très importante —, mais à pénétrer dans les milieux chiliens de l'extérieur pour apprendre comment se développe la résistance et quels contacts la résistance a réussi à prendre dans le pays.

L'histoire nous enseigne que de nombreuses actions de la résistance intérieure, sont connues des forces progressistes, grâce à des imprudences commises par des réfugiés ou des résistants à l'extérieur.

Ostornol : Pour comprendre l'action de la Dina, il faut parler de Pinochet et du fascisme. La Dina, c'est l'instrument de la terreur au Chili, c'est une forme de politique que la junte a développée pour en finir avec le processus révolutionnaire chilien. Comme l'a dit le camarade Poblete, la Dina dépend directement de Pinochet. Dans le décret-loi qui l'a créée, il y a des clauses secrètes et je crois que c'est la première fois dans l'histoire du Chili qu'une loi contient des disposi-

tions non publiées. Il s'agit, pensons-nous, des dispositions qui permettent à la Dina d'arrêter et de torturer les gens, de créer des camps de concentration, d'établir pour les agents de la Dina un droit à part, de telle sorte que l'action du renseignement échappe au pouvoir judiciaire, alors qu'elle relève du code pénal.

Il me paraît important de souligner la complicité des tribunaux, et spécialement de la Cour suprême. Le Chili est en état de siège, ne l'oublions pas. Alors qu'elle en a le pouvoir, la Cour suprême a refusé d'intervenir pour exercer un rôle de contrôle sur l'exercice des libertés et droits fondamentaux, pour savoir ce qui est arrivé aux personnes arrêtées ou disparues. Or, la Cour suprême a exercé ses fonctions de contrôle sous le gouvernement d'Unité populaire. Il ne s'agissait pas alors d'enjeux aussi importants que la vie et la liberté; il s'agissait surtout d'entraver l'action gouvernementale. Sous Pinochet, la Cour suprême a refusé d'intervenir sous prétexte que le domaine est administratif et non judiciaire. Dans mon cas, les sanctions pénales dont j'ai été l'objet — arrestation et expulsion — ont été appliquées par le pouvoir exécutif, sur la recommandation de la Dina.

Le président de la Cour suprême, avec qui j'ai parlé pendant mon incarcération, notamment à Tres Alamos, m'a dit que même un juge pouvait être interné.

La motion de la Chambre des représentants de Belgique, dans la mesure où elle reconnaît cette réalité, a une très grande importance politique. On sait que la Dina a aussi une dimension internationale : ses manifestations sont liées aux noms du général Prat, de B. Leighton, de A. Fresno, d'Orlando Letellier. Chaque fois, la Dina avait bien choisi son objectif : les actions criminelles effectuées par des groupes fascistes d'extrême-droite, ont visé et atteint des personnalités politiques marquantes de la vie chilienne.

Dans un premier temps, la répression a été aveugle. Avec la création de la Dina, elle s'est voulue sélective : elle cherche à frapper et détruire les organisations du parti communiste et du parti socialiste, et toutes les forces s'opposant à Pinochet. Pendant toute cette période il y a eu des assassinats et des disparus. Mais depuis mai 1976, la répression sélective a pris un autre caractère : c'est l'ère des disparitions.

Disparaissent ainsi des dirigeants des partis de gauche, des partis d'opposition — non seulement des dirigeants importants, mais ceux qui exercent une fonction de leader dans un groupe social, dans la population. Il s'agit de briser la résistance à tous les niveaux contrôlables.

L'arrestation et la disparition d'importantes personnalités de la vie sociale chilienne affectent la vie et la sécurité de tous les citoyens. Chacun se sent constamment menacé. Localiser les disparus, les rendre à leur famille, à leur travail, punir les auteurs matériels et intellectuels de leur disparition, c'est un devoir qu'on ne peut éluder, et que doivent accomplir les juges chiliens. Les 255 procès pour disparition, en cours actuellement au Chili, et pour lesquels existent d'abondantes preuves matérielles de culpabilité, doivent déboucher sur la vérité, à savoir que les séquestrations portent une marque officielle et que leur exécutant est la Dina.

Les femmes, les enfants, les jeunes et leurs familles

Il ressort également d'un certain nombre de témoignages reçus par le Groupe de travail spécial que les tortures de femmes, que ce soit à l'occasion d'enquêtes ou simplement parce que ces femmes se trouvent à la merci d'enquêteurs, de policiers ou de geôliers — dont le Groupe avait parlé dans son rapport précédent (ibid., par. 162 à 167) — continuent, et ont parfois de graves conséquences, faute en particulier d'assistance médicale. Le Groupe reçoit encore actuellement un grand nombre de dénonciations concernant des cas où des femmes ont été arbitrairement privées de la liberté.

D'après des renseignements que le Groupe a reçus, la mortalité infantile a augmenté fantastiquement et toute une génération risque d'être atteinte de désordres mentaux et physiques dus principalement à une mauvaise nutrition. Bien que le gouvernement chilien affirme que les conditions de vie de la population sont tout à fait satisfaisantes, des témoins oculaires ont déclaré qu'on voit beaucoup d'enfants mendier dans les rues de Santiago. Il a été signalé aussi au Groupe que de nombreux enfants attendent à la porte des écoles pour voir si on peut leur donner des restes de nourriture, car il n'y a rien pour eux chez eux. Le Groupe a appris aussi qu'on a vu des enfants, pendant les vacances, manger ce qu'ils trouvaient dans les poubelles. Ces informations, corroborées par de nombreux témoins qui ont déposé devant le Groupe, dénotent une aggravation de la situation concernant la nutrition. Il semble, d'après les témoignages présentés au Groupe, que le régime des détenues enceintes ou allaitantes ne s'est pas amélioré et que ces femmes ne reçoivent toujours pas un supplément de nourriture ou une nourriture spéciale.

Le Groupe a reçu de nouvelles confirmations de la tension affective et psychologique constante à laquelle les familles des détenus continuent à être soumises. Aux termes du décret-loi n° 1009 du 5 mai 1975, quand une personne est arrêtée, ses proches doivent en être avertis dans les 48 heures. Il semble que cette disposition reste lettre morte. Les familles doivent essayer de s'informer comme elles peuvent du sort de ceux de leurs membres qu'elles savent arrêtés, ce qui entraîne pour elles une situation très angoissante. En outre, le Groupe a été informé que les arrestations s'accompagnaient couramment de tracasseries et de menaces à l'égard des membres des familles intéressées.

Assemblée générale des Nations-Unies — Extraits du rapport du Conseil économique et social établi par le Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chili.

Parallèlement la junte veut donner l'impression que Pinochet respecte les lois, que son Etat est d'inspiration chrétienne, fondé sur des lois de droit naturel, sans prisonniers politiques. Cette image-là doit servir dans les organismes internationaux. Mais il est très difficile de cacher la vérité. Je pense que tout ce qui frappe l'état de siège ou la Dina, frappe Pinochet. Il ne faut pas se laisser de dénoncer cette monstruosité : la Dina, qui est une Gestapo, dans un pays qui possède une grande tradition démocratique.

Araneda : Le général Poblete, pour nous c'est le camarade Poblete, nous a donné connaissance de la structure et du fonctionnement de la Dina, observés du point de vue militaire. Notre camarade juriste, avocat de Luis Corvalan, a abordé la question sous l'angle de la loi. Je voudrais souligner que la Dina est l'instrument organique du fascisme pour développer la terreur et le crime. Sans fascisme, il n'y a pas de Dina et le fascisme, Georges Dimitrov l'a clairement défini en 1935, devant le Comité exécutif de l'internationale communiste : c'est, a-t-il dit, la dictature terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. Le fascisme, a encore dit Dimitrov, c'est le pouvoir du capital financier.

Aujourd'hui encore, nous pouvons vérifier le bien-fondé de cette définition de Dimitrov, nous qui voyons dans notre patrie l'action de l'impérialisme nord-américain, celle des multinationales et des monopoles nationaux et étrangers. La terreur, la torture, l'assassinat visent à liquider les valeurs culturelles, morales et humaines.

Même avant le 11 septembre 1973, le fascisme avait signé l'assassinat du général R. Schneider, puis celui de l'aide de camp d'Allende. Les crimes du fascisme après le 11 septembre remplissent de longues listes. Un des cas les plus spectaculaires est celui de Marta Ugarte, membre de la direction du parti communiste, artée, puis « disparue » et dont le cadavre horriblement mutilé a fini par être retrouvé sur une plage isolée... Le monde entier connaît l'action de la Dina, à l'intérieur et à l'extérieur du Chili.

Les préoccupations des Belges au sujet des agissements de la Dina en Belgique sont donc tout à fait valables. On ne peut cependant dissocier ce problème du problème de fond, qui est celui des relations du gouvernement belge avec la Junte, y compris les relations économiques et financières.

Poblete : Je voudrais dire à mon ami Ostornol qu'il n'y a pas d'autre loi au Chili que la volonté du fascisme, la volonté de Pinochet et de ses complices. La Cour suprême est un pantin qui n'a d'autre fonction que de conférer un semblant de légalité à la Junte, mais qui n'a rien à dire. La Dina n'a pas besoin de loi, même pas de loi secrète et elle se fout de l'état de siège.

Et les juges qui n'ont pas marché comme le voulait Pinochet — notamment dans certains tribunaux de travail — ont été congédiés.

Mais je voudrais revenir à la motion votée par le Parlement belge, qui parle d'une enquête à mener sur les actions de la Dina en Belgique. A mon avis, à l'heure présente, cette enquête est bel et bien terminée, faute d'éléments précis. Je m'explique : chaque Chilien peut parler des faits qui lui sont arrivés personnellement mais il ne peut parler de ce qui serait arrivé à d'autres. Cela limite singulièrement la portée pratique de l'enquête.

Ostornol : Avant d'examiner cet aspect du problème, je voudrais revenir sur la lutte qui est menée au Chili contre le fascisme. Cette lutte n'est pas seulement le fait des militants ou des adhérents de l'Unité populaire, elle est beaucoup plus large et plus générale. Et il ne me paraît pas indifférent que des juristes, des avocats, y prennent aussi part. Bien sûr, il n'y a rien à faire avec la Cour suprême. Mais il n'en est pas de même avec les avocats et d'autres juges, précisément parce que le fascisme a frappé toutes les familles chiliennes — pas seulement celles classées à gauche — la répression a touché des juges, qu'on aurait tort de considérer en bloc comme soumis à Pinochet.

C. M. : Sans doute peut-on avec le général Poblete considérer que sur le plan strict de la révélation de faits nouveaux, il n'y a plus rien à attendre de l'enquête recommandée par la Chambre. Mais l'intérêt de la motion ne peut se réduire à cela, nous semble-t-il. N'est-il pas significatif que la presse ait consacré des articles à la Dina en Belgique, n'est-il pas important que cette Dina ait soudain cessé d'être pour nombre de Belges une lointaine abstraction ? En tout état de cause, la motion portant condamnation du régime Pinochet constitue un fait politique dont on peut se servir et en Belgique et sur le plan des organismes internationaux, un moyen de tenir en éveil notre propre opinion publique.

Araneda : Quand nous tous, nous nous efforçons avec nos amis belges communistes, socialistes, sociaux-chrétiens, démocrates chrétiens et bien d'autres encore — de faire pression sur la junte pour qu'elle reconnaisse le phénomène des « disparitions », je crois que nous répondons vraiment à une préoccupation centrale de la classe ouvrière et du peuple chiliens. Quand nous nous appliquons à informer l'opinion ici, pour que le gouvernement belge refuse de donner sa caution au régime Pinochet, nous répondons à l'attente de nos camarades belges.

En ce qui concerne la Dina en Belgique, s'il existe une information précise et concrète sur ses activités, il faut la donner, c'est évident. Mais il faut prendre ses responsabilités et dénoncer des faits et des personnes de manière claire. Car en restant dans le domaine de la subjectivité, en évitant le concret, on ne sert par la cause du peuple chilien. N'oublions pas l'essentiel : c'est la classe ouvrière là-bas qui mène le combat à l'intérieur de notre pays, ce sont les hommes et les femmes qui se battent contre le fascisme en risquant leur vie à chaque minute, qu'il faut soutenir. Excusez-moi de le dire peut-être brutalement : le centre de nos préoccupations n'est pas ici, il est au Chili.

Cela ne veut pas dire cependant qu'il ne faille pas dénoncer les actions commises par la Dina en Belgique chaque fois que c'est possible. Tant mieux si ce type d'information a permis que se radicalise l'attitude du gouvernement belge à l'assemblée générale de l'O.N.U. Mais comment faire la part du rôle joué à cet égard par le COLARCH, le CEAL, l'Union belge pour la défense de la paix, la FGTB, Amnesty international, le Rassemblement des femmes, le Comité national pour la paix et le développement, etc... ? L'action continue de toutes ces organisations de solidarité qui représente finalement tout le peuple belge, est d'un très grand poids. Sans elle, il n'y aurait pas eu de motion à la Chambre...

Pour moi, je le répète, l'essentiel c'est de lutter pour qu'éclate la vérité sur les « disparus » au Chili, pour imposer le blocage des crédits en faveur de Pinochet, pour imposer un boycott. C'est là qu'est notre tâche centrale, informer, alerter l'opinion publique belge : voilà un objectif important. Informer sur la nature et sur les crimes du fascisme, c'est un devoir.

Mais nous ne pouvons pas entreprendre des investigations. Même si nous faisons preuve de vigilance révolutionnaire, pour reprendre une formule qui nous est chère, notre fonction n'est pas de mener des enquêtes pour prouver que celui-ci ou celui-là serait un agent de la Dina. Nous savons que le fascisme agit dans nos frontières et aussi en dehors de nos frontières. Nous prenons nos responsabilités quand nous pouvons concrètement en témoigner. Mais une fois encore, nous n'avons pas à nous concentrer sur des investigations à propos des agissements de la Dina en Belgique.

C.M. : Eh bien, s'il est apparu clairement que pour nos amis chiliens, le terrain de lutte principal est le Chili, le moment nous paraît venu d'essayer de répondre à la question : où en est la résistance à Pinochet sur le terrain, est-il exact que le front de la résistance se soit élargi, bref, quelles sont les perspectives qui s'ouvrent à la lutte anti-fasciste ?

Araneda : Il est évident que se développe le caractère unitaire des forces démocratiques, populaires, patriotiques au Chili. Les travailleurs n'ont à aucun moment baissé la tête devant le fascisme. La classe ouvrière a, dès le début, cherché des formes de lutte organisées — légales et illégales. C'est ainsi que la CUT (Centrale unique des travailleurs) fonctionne dans la clandestinité. Mais il existe des fédérations syndicales nationales qui ont pu imposer leur présence dans des formes légales, au prix, il est vrai, d'une lutte très dure qui a coûté la vie à de nombreux syndicalistes. Les propriétés de la C.U.T. ont été confisquées — maisons et sièges sociaux — mais cela n'a pas empêché certaines activités syndicales. A différents moments, les travailleurs se sont exprimés publiquement contre la détérioration de la situation économique et sociale, pour les droits syndicaux et les libertés démocratiques, contre la répression de la Dina, pour le rétablissement de la démocratie, pour l'entente pacifique entre les peuples. Deux exemples : la tentative de la junte d'imposer un nouveau code de travail, visant à détruire toute organisation syndicale, s'est heurtée à un échec. Des réunions, notamment celle de la Fédération de la construction, en mai 1975, au théâtre Campolico de Santiago, ou celle des organisations de paysans avec le Vicariat de la solidarité à la fin de la même année et au même endroit, ont témoigné des sentiments populaires.

Le Premier mai a été fêté en 1976 par plus de mille actions publiques et surtout par le rassemblement de 15.000 travailleurs à l'Institut León Prado de la commune de San Miguel.

La gamme des activités déployées par le syndicat est large et on comprend qu'elles drainent même d'autres forces sociales que les ouvriers — des commerçants, des paysans, des industriels même, tous écrasés par les monopoles. Les employés de l'industrie et du commerce (syndiqués dans le FENATRADECO) ont fait connaître leurs problèmes publiquement dans la presse de Santiago. En novembre

1976, ils devaient tenir une assemblée, autorisée par la Junte, à Valparaiso, mais in extremis, des officiers dépêchés sur les lieux, empêchèrent la tenue de la réunion. Ils ne purent cependant empêcher la solidarité des autres fédérations syndicales de s'affirmer publiquement.

Sur le plan politique, l'unité populaire se développe au niveau national, malgré les arrestations des camarades socialistes et communistes. Les partis de l'U.P. se réorganisent, incorporant de nouvelles forces politiques.

A l'extérieur aussi, des contacts entre l'Unité populaire et la Démocratie chrétienne, notamment entre Clodomiro Almeyda et Jaime Castillo, témoignent de cet élargissement.

Je voudrais, avant de terminer, indiquer que nous avons, en tant que communistes, lancé un appel à la Démocratie chrétienne en soulignant la nécessité d'une collaboration pour renverser la dictature d'abord, constituer un gouvernement populaire ensuite, et enfin pour marcher vers le socialisme.

Je crois que nous avons commis des erreurs, notamment en n'exprimant pas clairement l'importance d'un mouvement anti-fasciste très large, un mouvement où se retrouveraient athées, catholiques, marxistes, les églises et tous ceux qui s'opposent au fascisme.

Je crois profondément que dans la mesure où le peuple consolidera son unité, la junte devra tomber.

Poblete : Permettez-moi d'abord de dire en deux mots ma préoccupation à propos des problèmes que pose l'exil. Nous sommes constamment menacés par l'angoisse et la démobilisation. Il faut savoir que l'exil use, isole et corrompt. Nous devons lutter pour poursuivre et approfondir notre formation politique, la lutte sera longue, mais son issue sera décisive pour l'Amérique latine. Le renversement du fascisme doit coïncider avec le renversement du capitalisme dans nos pays.

Ce fascisme ne se réduit pas à la répression, à la torture, aux disparitions. Il exerce un impact profond sur les structures économiques et sociales, et, à partir de là, sur les aspirations et les besoins des gens. On aurait tort d'imaginer qu'une fois la junte renversée, le processus entamé sous l'Unité populaire reprendra comme si une parenthèse venait de se fermer. Non. Des transformations économiques profondes sont en cours. Elles se caractérisent par une accélération de la concentration monopoliste aux dépens des petites et moyennes entreprises, par une reconversion industrielle qui mène à une forte contraction du marché intérieur, par une politique du commerce extérieur qui assujettit davantage encore le Chili à l'impérialisme américain. Les investissements effectués au Chili le sont au travers d'emprunts par des organismes internationaux et ils sont drainés par les secteurs les plus immédiatement rentables. Tout ce qui sous le gouvernement d'Unité populaire avait été nationalisé, est à nouveau privatisé, rendu ou vendu aux exploiters. C'est le cas pour tout le secteur manufacturier, pour le secteur bancaire, pour la grande propriété foncière et même pour d'importants services. Le secteur du crédit est dominé par le capital étranger; des compagnies de crédit pratiquent des taux d'intérêt de 15 % par mois. Certaines de ces

compagnies sont fictives, mais leurs bénéficiaires ne le sont pas. L'Etat a perdu sa capacité d'assurer les services sociaux fondamentaux, par exemple d'ordre sanitaire.

Il ne suffit pas d'indiquer que le produit national brut a baissé de 15 %, que les salaires réels sont réduits de 40 %, que plus de 40 % des ouvriers du bâtiment sont en chômage — un chômage qui atteint environ un travailleur sur quatre, y compris les plus qualifiés. Il faut ajouter à ces quelques chiffres que le niveau de vie est profondément détérioré et être plus conscient de la grave destruction de ressources humaines perpétrée par le fascisme.

La malnutrition généralisée, l'impossibilité pratique de s'instruire ajoutées aux drames de la répression, constituent une menace pour l'avenir. Cette économie de famine et de chômage imposée par la junte fasciste, a ébranlé les institutions et altéré les valeurs. Des couches moyennes se sont prolétarisées; une partie de la bourgeoisie s'interroge et cherche des alliés dans le peuple, contre les monopoles. Il faudra prendre en compte toutes ces données, toutes ces transformations, pour reconstruire un Chili démocratique, pour construire un Chili socialiste où la participation populaire au pouvoir devra être assurée à la base et où des exigences non directement économiques pèseront d'un grand poids. Laissez-moi vous dire que pour réussir cette construction, le peuple chilien aura besoin, comme aujourd'hui, de toutes ses forces et de tous les appuis extérieurs dont il bénéficie aujourd'hui.

Ostornol : Je voudrais embrayer sur ce que disait le camarade Aranedo à propos du rôle central de la classe ouvrière dans le front anti-fasciste.

Le coup d'Etat de Pinochet n'a pu réussir que grâce à l'appui de l'impérialisme, à sa pénétration dans les forces armées. C'est une minorité qui a pris le pouvoir — la minorité la plus réactionnaire, directement asservie aux monopoles, qui lui injectent des millions et des millions de dollars. Mais cette minorité, qui comme l'a montré le camarade Poblete, vide le pays de sa substance, a les yeux tournés vers le passé et manque de perspectives. Nous, par contre, malgré notre défaite, nous savons que nous avons l'avenir pour nous. Nous savons que la terreur organisée par la junte suscite l'opposition de toutes les forces sociales et culturelles avancées du pays, que de nouvelles organisations se créent avec la participation croissante des jeunes et des femmes notamment.

Certes, ce processus n'est pas arrivé à son terme. Mais précisément parce que la junte attaque les secteurs les plus larges de notre peuple, elle s'est isolée. Le fascisme hait la culture, le fascisme hait le savoir et, comme l'a dit Volodia Teitelboim, il ne se borne pas à brûler les livres, il brûle même les lecteurs. Aussi peut-on évaluer à 80 % la part de la population représentée dans les diverses organisations de résistance au fascisme. Cela signifie donc que ces organisations débordent les partis de gauche. Si des groupes se réclamant de l'Eglise catholique soutiennent encore la junte, c'est loin d'être vrai pour la masse des fidèles. Chez les indépendants aussi, l'évolution est nette. La solidarité internationale, celle de la classe ouvrière et des progressistes de tous les pays, jouent un rôle fondamental dans cette lutte. Elevés dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, habitués nous aussi à assurer de notre solidarité les autres peuples en

la d.i.n.a. tue



les chiliens
exilés...

gén. c. prat.
mme. prat.
b. leighton
e. freno
c. reteller

expulsion des agents de la d.i.n.a.
(gestapo chilienne) en belgique.

jeunesse communiste de belgique

lutte, nous trouvons aujourd'hui dans la solidarité internationale un appui extrêmement réconfortant. La junte ne s'y trompe pas d'ailleurs, qui se heurte depuis trois ans à un barrage. Les conditions sont réunies actuellement pour constituer un front qui regrouperait toutes les forces disposées à renverser la junte. On a évoqué ici l'appel des communistes à la Démocratie chrétienne. Je voudrais, dans la même optique, rappeler que la revue des jésuites « Mensaje » a posé le problème d'une alternative à la junte; elle précise même qu'il s'agit de penser aujourd'hui à ce gouvernement qui se substituerait à la junte. Or, « Mensaje » reflète d'une certaine manière l'opinion de la hiérarchie catholique. C'est dire que l'idée d'un front antifasciste large dépasse les chrétiens de gauche qu'ils soient catholiques ou protestants. Je rappelle que lors d'une rencontre entre chrétiens de gauche et représentants de la Démocratie chrétienne, le camarade Viera Gallo a souligné la nécessité d'une solution de rechange au pouvoir de Pinochet.

Tout cela signifie que nous ne pouvons pas retourner au passé et que les conditions de demain seront différentes de celles qui prévalaient avant le 11 septembre, et bien sûr de celles qui prévalent aujourd'hui. Les tribunaux de demain ne pourront être les mêmes qu'hier, ni les forces armées, ni la Controleria general (*) de la République. Et le Parlement lui-même ne sera pas ce qu'il a été. Parce qu'il est clair pour un nombre croissant de citoyens chiliens qu'il faudra œuvrer tous ensemble à la reconstruction de ce qu'a détruit le fascisme, les responsabilités de tous les citoyens sont considérables et la lutte de la classe ouvrière véritablement capitale.

Mais bien au-delà de la classe ouvrière, il faut souligner les convergences anti-fascistes dans le monde des enseignants, des juristes, etc...

Oui, nous aurons encore bien des obstacles à surmonter, bien des préjugés à combattre. Mais nous sommes sûrs de la victoire, grâce aux traditions de lutte de notre peuple, grâce à la forteresse que constitue notre classe ouvrière, grâce à la solidarité de tous les peuples. Et je voudrais, en terminant, dire ma conviction que le combat anti-fasciste au Chili servira les autres peuples de l'Amérique latine, et les peuples d'autres continents.

Araneda : Ostornol a eu raison de rappeler, comme l'avait fait Poblete, cette dimension internationale de notre lutte, qui servira incontestablement les peuples du Brésil, de Bolivie, de l'Uruguay, du Paraguay. De plus, la solidarité des pays socialistes, celle des forces populaires des pays capitalistes comptent pour beaucoup dans la conquête de la liberté. 1977 doit être l'année du développement de la lutte internationale des travailleurs et des peuples du monde entier contre le fascisme. Le mot d'ordre du boycott, approuvé par les organisations affiliées à l'O.I.T., doit devenir une réalité. C'est en tout cas notre vœu le plus cher et c'est sur ce vœu — et sur nos remerciements aux Cahiers marxistes — que je termine.

Poblete : Moi aussi, je voudrais vous remercier de l'accueil fraternel que vous nous avez fait : nous avons parlé de façon très franche entre Chiliens. Il est cependant bien évident que ce sont

(*) Organisme public qui contrôle la conformité des lois à la Constitution.

les camarades qui à l'intérieur du pays font face à la répression et à la misère qui doivent décider des modalités de la lutte. Notre responsabilité, à l'extérieur, c'est de les aider dans leurs activités de Résistance, c'est de maintenir et de réveiller la solidarité internationale, spécialement des travailleurs, envers la lutte que le peuple chilien mène contre le fascisme et l'impérialisme. Notre responsabilité est de montrer au monde ce que signifie le fascisme en action, faire voir le génocide que la junte commet contre notre peuple pour mieux servir l'impérialisme. Notre responsabilité est de demander à cette solidarité d'intensifier le boycottage et l'isolement politique, économique et diplomatique de la junte, d'exiger la liberté des prisonniers politiques et la restitution des disparus. Nous sommes reconnaissants pour ce que vous avez déjà fait, mais il y a encore beaucoup plus à réaliser pour la victoire du peuple chilien, le rétablissement de la démocratie et le triomphe du socialisme au Chili.

C.M. : Chers camarades, ce sont les Cahiers marxistes qui vous remercient, car cet échange de vues sera certainement apprécié par les lecteurs de la revue. La victoire antifasciste au Chili sera la victoire de tous les peuples et de tous les hommes de progrès. Cela peut, aux oreilles de certains, résonner comme un cliché. C'est une vérité profonde qui nous confère des responsabilités.

Texte établi avec le concours de Victor Tiznado, Ghislaine Vankeerberghen, Rosine Lewin.

Récemment paru aux Editions de la Fondation J. Jacquemotte

ISABELLE BLUME

- un mémoire inédit (et inachevé) d'Isabelle Blume sur le mouvement de la paix,
- sa vie racontée en quatre longs entretiens,
- un recueil de ses principaux articles et discours,
- des notes biographiques.

Textes recueillis et présentés par José Gotovitch

264 pages — nombreuses illustrations — 425 F (plus 20 F frais d'envoi) à verser au CCP 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, 20, avenue de Stalingrad, 1000 — Bruxelles.

Théâtre et Politique

Huit invités des Cahiers marxistes ont confronté le 29 novembre dernier leurs vues sur le thème « Théâtre et politique ».

Un texte de Jean-Marie Piemme et Michel Jaumain, intitulé « Eléments pour une analyse du théâtre en Belgique depuis 1945 », paru dans les C.M. de mai 1976, avait ouvert le débat. Jacques Huisman et Luc André y répondaient dans les C.M. de décembre.

En vue de la table ronde, les C.M. avaient rédigé une note qui retenait essentiellement de l'analyse amorcée par Piemme et Jaumain les éléments suivants :

La politique culturelle dont le Théâtre National de Belgique est le plus beau fleuron et le symbole vise la diffusion la plus large de spectacles de haute valeur artistique. Le TNB bénéficie pour cette mission d'une subvention importante et a acquis une position dominante dans l'institution théâtrale.

Pareille politique culturelle postule la possibilité d'une lecture immédiate du spectacle par toutes les classes de la société, la condition essentielle à remplir consistant à se déplacer vers les non-spectateurs.

La grande masse ouvrière francophone de ce pays — objectif du TNB — a-t-elle été entraînée dans cet effort de diffusion ? Nous ne le pensons pas. Ni le talent, ni la bonne volonté des travailleurs du TNB ne sont en cause. C'est d'une chose qu'il s'agit, d'une certaine conception de la fonction du théâtre dans une société où la classe ouvrière est non seulement exploitée à l'entreprise, mais matraquée idéologiquement.

Cela nous amène à réexaminer le postulat de la lisibilité des œuvres théâtrales, cela nous amène à poser la question de ce qu'est le théâtre populaire. L'accès à tout produit culturel nécessite un apprentissage, et seule la bourgeoisie en est dispensée, précisément en raison de sa situation de classe dominante.

Par ailleurs, les nouvelles pratiques théâtrales qui se développent en Belgique surtout depuis 1970, pratiques fort diverses au demeurant, sont marquées par l'irruption du politique. Elles font surgir d'autres interrogations.

Les C.M. proposaient de centrer le débat sur deux questions :

1) La place des jeunes compagnies.

— quelle est la fonction des jeunes compagnies dans un monde culturel dominé par un tout autre type de travail théâtral et, à plus large échelle dans une société dominée par le capital et son idéologie ? En particulier, quelle fonction ce théâtre pourrait-il remplir auprès du public populaire, soumis par ailleurs à un matraquage idéologique constant ?

— comment se situer par rapport à la notion de théâtre populaire ?

2) Contenu théâtral et politique.

— un théâtre est-il politique par le choix de son répertoire, ou par la manière dont sa pratique se situe par rapport aux idéologies théâtrales dominantes ?

— comment se pose le problème de la « lisibilité » théâtrale ?

— comment toucher le « non-public » ? Quel rôle le mouvement ouvrier peut-il jouer à cet égard ?

Voici comment s'est déroulé l'échange de vues.

Lewin : Au nom des Cahiers marxistes, je remercie chaleureusement tous ceux qui ont accepté notre invitation au débat sur « Théâtre et politique ». C'est de propos délibéré qu'il regroupe d'autres personnes que des professionnels du spectacle et notamment deux militants syndicaux dont l'approche du problème évitera, nous en sommes sûrs, l'écueil du débat « entre spécialistes ».

Il me faut aussi vous communiquer les raisons de l'absence de Jacques Huisman, directeur du Théâtre National. Après avoir accepté de venir, il s'est désisté. Il avait, m'a-t-il dit, compris qu'il s'agissait d'un débat public — et sans public, l'échange de vues ne l'intéresse pas. De plus, ayant déjà très souvent échangé des arguments avec les (ou au moins des) participants à ce débat, il a estimé que personne ne convaincrat personne. Nous ne pouvons qu'acter l'absence de Jacques Huisman, même si nous la regrettons.

Je propose maintenant que nous nous présentions.

Bernard Debroux : Animateur de la Maison de la Culture à Tournai.

Roger Dehaybe * : Président du Théâtre de la Communauté à Seraing.

Raymond Coumont : Secrétaire permanent de la CSC à Nivelles.

Rosine Lewin : Rédactrice en chef des Cahiers marxistes.

Serge Govaert : Fonctionnaire au Conseil culturel, journaliste.

Albert Faust : Secrétaire du SETCa - Bruxelles.

Jean-Marie Piemme : Dramaturge à l'Ensemble Théâtral Mobile.

Marc Liebens : Metteur en scène à l'Ensemble Théâtral Mobile.

Gil Lagay : Acteur.

Lewin : Demandent à être excusés, outre Jacques Huisman, Armand Delcampe de l'Atelier théâtral de Louvain-la-Neuve, qui reçoit aujourd'hui Benno Besson, ainsi que les comédiens Nicola Donato et Laurent Kestemont, qui doivent assister à une importante réunion syndicale.

* En raison d'engagements antérieurs, Roger Dehaybe a dû rentrer à Seraing avant la fin de l'entretien.

Lagay : Ne faudrait-il pas discuter de l'attitude de Jacques Huisman ? L'orientation des questions qui servent de base au débat était fonction de sa présence. La publication de sa réponse à l'article de Piemme et Jaumain dans les **Cahiers marxistes** de novembre également.

Lewin : On peut assurément en discuter. Je souhaite néanmoins que notre échange de vues ne devienne pas un procès du Théâtre National. Il est légitime de mettre en accusation la politique culturelle menée en Belgique, la pénurie du budget culturel ; mais il ne s'agit pas de s'en prendre à la part d'un gâteau trop petit, part attribuée en prédominance au Théâtre National. J'ajouterai que les **CM** ont publié le texte de Piemme et Jaumain à cause de ses vertus proprement stimulantes — la preuve en a d'ailleurs été faite —, mais qu'ils ne souscrivent pas à l'ensemble des appréciations formulées dans cet article.

THEATRE POPULAIRE — INTENTIONS ET RESULTATS

Debroux : Le texte de Piemme et Jaumain me paraît opposer la notion de théâtre populaire à deux autres modes de travail théâtral : l'un, pratiqué notamment par le théâtre de la Communauté de Seraing, implanté dans une agglomération ouvrière et abordant directement les problèmes politiques ; l'autre, plus critique, qui s'attaque à la fois au texte et à la fonction même du théâtre.

Cette opposition ne me paraît pas correcte. Si je trouve le travail du Théâtre National ambigu, je ne crois pas qu'il faille abandonner pour autant la notion de théâtre populaire. Le Théâtre National ne fait pas du théâtre populaire : mais il reprend une série d'idées chères par exemple à Vilar, comme la décentralisation, la mise en valeur des grands textes du théâtre, des classiques à Brecht. Ça s'arrête là, évidemment, en ce qui concerne le Théâtre National : mais il y a des expériences, par exemple en France, de théâtre populaire qui sont autant d'alternatives à la production théâtrale bourgeoise sans être pour autant ni du théâtre critique, ni du théâtre d'animation. Je pense notamment à Ariane Mnouchkine.

Lewin : Comment définirais-tu le théâtre populaire ?

Debroux : Il y a, à partir soit de créations collectives, soit de la lecture de textes anciens ou contemporains, une façon de faire du travail théâtral dont la fonction première est son rapport au public. Je m'adresserai ici à l'Ensemble Théâtral Mobile : dans leur travail, c'est la réflexion sur le théâtre qui prime, même s'ils s'en défendent, sur le rapport au public. Dans le théâtre populaire, c'est le rapport au public qui est prioritaire.

Liebens : Dans ce rapport au public, tu supposes la lisibilité immédiate ; tu veux dire que, dans la pratique de l'ETM, notre réflexion empêche cette lisibilité...

Debroux : Attention ! Je ne parle que des intentions. Dans ce cadre, et a priori, je trouve que le travail de l'ETM est très difficile. Je vais plus loin : même le travail d'animation que vous faites, et qui peut amener le public à réfléchir de manière critique, à une plus grande lisibilité, n'est pas suffisant. Pour prendre encore un exemple venu de France : **Martin Eden**, la dernière création du Théâtre de la Salamandre, est à la fois un travail critique par rapport au texte de London (finalement mieux connu en tant qu'auteur de **Croc blanc** que comme écrivain socialiste) et un travail théâtral dont l'objectif permanent est le rapport au public. Ce que fait l'ETM me paraît être d'une extrême rigueur : pas une virgule n'est mal placée. Mais, à la limite, vous creusez un fossé entre ce travail et le public.

Dehaybe : Mettons-nous bien d'accord : quand nous parlons des jeunes compagnies, il s'agit de prendre en compte bien plus leurs objectifs que leurs résultats.

Pour moi, il est clair que le théâtre populaire a comme dimension essentielle et première l'adresse au public. Mais pas n'importe quelle adresse : il doit susciter la réflexion, que ce soit sur la société ou, par exemple, sur le théâtre. Je crois que l'objectif que se pose l'ETM n'exclut pas l'adresse au public ; le théâtre populaire fait se poser des questions au public, sur la société mais aussi sur le théâtre, la culture, les superstructures.

Voilà pour les objectifs du théâtre populaire. Quant aux résultats, le problème me semble à la marge de notre débat.

Liebens : Effectivement. Si je ne me trompe pas d'ailleurs, Debroux emploie le concept d'idéologie populaire dans son sens le plus humaniste. Sur ce point, je suis entièrement d'accord avec ce que dit Jean-Marie Piemme : l'historique que fait Debroux de la notion de théâtre populaire revient en fin de compte à reporter à notre époque ce que Vilar posait dans les années cinquante...

Lagay : Je trouve intéressant, alors que nous sommes actuellement en pleine crise, et notamment des superstructures, que la notion de théâtre populaire soit remise en question. Si nous en arrivons à constater que le théâtre populaire, dans sa pratique d'aujourd'hui, n'est pas populaire, c'est sans doute qu'il a une forme ou un contenu qui ne correspondent pas à sa fonction fondamentale.

A ce propos, je rejoins une réflexion que faisait Piemme : le non-public, ce serait ceux qui ne seraient pas aptes, ou ne voudraient pas partager une culture qui se prétend universelle. En réalité, la classe dominante a déterminé ce qui est bon et ce qui est mauvais. Ceux qui ne partagent pas ce jugement ou ne le « consomment » pas sont qualifiés de « non-public ».

Piemme : Quand j'emploie la notion de théâtre populaire, c'est dans un sens extrêmement précis. Pour moi, cette notion est liée à une époque, celle de l'immédiate après-guerre, et à une conjoncture précise : un certain type de politique culturelle, menée par la bourgeoisie en direction des classes dominées. La bourgeoisie veut diffuser dans les classes dominées sa propre culture.

Evidemment, le phénomène est complexe : les créateurs qui lui servent de relais ne sont pas forcément en accord avec la politique culturelle de la bourgeoisie. Vilar remplit sa fonction de diffuseur de la culture bourgeoise dans les classes dominées, mais en même temps, il sait ce qu'il diffuse : sa position est contradictoire.

Mais il est clair, encore aujourd'hui — puisque nous parlions du Théâtre National — que cette notion, le plus souvent, concerne bien la diffusion, dans les classes dominées, de formes, d'un répertoire et d'un point de vue théâtral qui appartiennent, en gros, à la culture bourgeoise.

Debroux : Si tu emploies le terme « théâtre populaire » dans le sens que tu viens de dire, je souscris aux critiques formulées dans l'article. Mais les alternatives que tu proposes sont minces...

Piemme : Le rapport au public dont tu as parlé me paraît important. Mais peut-être l'a-t-on un peu surévalué. Car, en fin de compte, qu'est-ce qui importe dans la position de classe d'une pratique culturelle ? Le rapport immédiat ou le point de vue d'où elle parle ? Prenons un exemple — à vrai dire énorme : quand Rousseau écrit **Le Contrat social**, il est lu par l'aristocratie et par les quelques fractions de la bourgeoisie qui sont capables, à cette époque, de le lire. Cela veut-il dire que Rousseau est un auteur aristocratique ? Pas du tout : **Le Contrat social** véhicule toute la philosophie de la bourgeoisie sur le contrat. Allons plus loin : qui lit le troisième livre du **Capital** de Marx, ou son texte sur la rente foncière ? Pas la classe ouvrière dans son ensemble ; mais le troisième livre du **Capital** n'en est pas pour autant inutile.

Revenons au théâtre. Je dis qu'il est parfaitement possible, dans la société capitaliste d'aujourd'hui, de véhiculer un point de vue de classe — le point de vue des classes dominées — dans une pratique culturelle tout en se trouvant objectivement en désaccord total avec le public auquel ce point de vue devrait s'adresser. Il s'agit d'une contradiction fondamentale que nous rencontrons tous, que nous fassions du théâtre d'animation ou un travail comme le nôtre. Car enfin, le théâtre d'animation non plus ne rencontre pas spontanément la classe ouvrière : il doit passer par ses organisations, ce qui prouve qu'une certaine implantation est nécessaire.

Pourquoi cette ségrégation, cette contradiction fondamentale ? La classe ouvrière ne va peut-être jamais au théâtre : elle n'en a pas moins des idées sur le théâtre qui lui viennent de quelque part, de la télévision, d'**Au théâtre ce soir** par exemple. La classe ouvrière n'est pas « vierge » face au théâtre. Elle s'en fait une conception profondément marquée par la bourgeoisie.

Dès lors, si j'estime qu'il ne faut plus réfléchir en termes de théâtre populaire, ce n'est pas parce que la notion me déplaît en soi, mais parce que la classe dominante l'utilise pour promouvoir une culture qui n'a plus rien à voir avec nos objectifs. Si nous ne nous battons pas sur la rigueur des termes, au prix d'une certaine « illisibilité », je crois que nous jouons le jeu de la classe dominante.

Lewin : Jean-Marie Piemme a parlé de politique culturelle menée par la bourgeoisie, puis de culture bourgeoise. Je souscris à ce qu'il a dit de la politique culturelle, mais je voudrais émettre des réserves à propos de la notion de culture bourgeoise, qu'on est trop souvent tenté d'opposer à culture populaire. La classe ouvrière n'a que faire d'une culture spéciale, qui lui serait destinée à elle seule. Dans le contexte de notre débat, au lieu de culture bourgeoise, je parlerais plus volontiers de culture traditionnelle, mutilée ou appauvrie par l'idéologie bourgeoise.

Mais ne serait-ce pas le moment de demander leur avis à nos amis syndicalistes ?

Faust : Je me demande si on ne peut qualifier également de théâtre populaire le théâtre qui a la volonté d'aller vers les travailleurs, dans des buts progressistes. Loin de moi l'idée de juger si tel ou tel type de théâtre est le meilleur : mais ce critère — **vouloir** aller vers les travailleurs — me paraît important, car il y a un théâtre, peut-être d'option très progressiste, qui se suffit à lui-même, qui tourne un peu en rond, qui joue pour une élite, même de gauche.

Je crois qu'il est intéressant d'avoir des troupes qui débarquent au milieu d'une grève, d'une occupation d'entreprise ou tout simplement dans une séance de formation syndicale, et qui apportent aux travailleurs d'autres formes de communication et de discussion. De plus, la fête a quasi toujours été liée aux luttes ouvrières. Quand il y a grève, c'est à certains égards dimanche pour beaucoup — un dimanche tendu, mais aussi une insertion du goût de la liberté et du loisir dans une vie monotone. Il y aurait beaucoup à dire du lien entre grève et fête. Je renvoie à la revue française « **Autrement** » (novembre 1976) qui a publié un bon dossier à ce sujet. Le théâtre progressiste doit prendre cela en compte.

Coumont : Je suis d'origine ouvrière et j'ai passé la plus grande partie de ma vie jusqu'à présent dans l'usine. Même si j'en suis sorti, j'ai subi pendant très longtemps l'aliénation de la classe ouvrière. Je prétends que le théâtre populaire écouté aujourd'hui par la classe ouvrière, c'est le théâtre wallon et le vaudeville.

En ce qui me concerne, je voudrais — avant de dire ce que devrait être le théâtre populaire — définir la notion même de **populaire**. Pour moi, le public populaire c'est celui qui subit les mécanismes de l'aliénation et n'en est pas conscient. Donc le théâtre populaire devrait, me semble-t-il, avoir deux fonctions : une fonction militante et une fonction de grand public. Devant un public militant, et privilégié, il est possible d'aller plus

loin dans la rigueur des termes, d'employer les mots exacts ; mais il ne faudrait pas que ça tourne à l'autosatisfaction gauchiste, il faut aussi faire quelque chose qui parle à la masse des gens.

Il ne s'agit pas d'une politique prise en charge au niveau syndical, mais elle se manifeste de plus en plus lors de grèves ou d'occupations d'usines. Peut-être au début, s'agissait-il surtout de « faire passer » une occupation, car c'est très dur d'occuper une entreprise, plus encore à cause du facteur temps que pour des raisons financières. Au début, on était prêt à faire appel à des gens comme Sheila ou Claude François, mais maintenant on s'adresse à des gens plus sérieux et, espérons-le, plus proches des luttes en cours. Je voudrais insister sur le lien entre lutte et fête, car enfin on constate que dans une grève ou une occupation, il y a aussi, au bout de quelques heures, une certaine libération — pas une libération totale bien sûr — et le théâtre aurait là toute sa place à prendre.

Dehaybe : J'enchaîne sur le propos de Coumont, en partant de l'exemple d'une occupation d'usine, avec la place que peut prendre le théâtre dans ce type d'événement. Ici, les démarches de l'Ensemble Théâtral Mobile et du Théâtre de la Communauté diffèrent sans diverger. Il s'agit, par l'action concrète d'un groupe (ou d'une troupe, si vous préférez) de faire un certain nombre de démonstrations ; il s'agit de sensibiliser un certain nombre de militants au combat culturel. Il s'agit de montrer par le concret que :

1) un artiste, ici un comédien, n'est pas nécessairement une espèce de marginal, de bohème avec qui on ne peut parler parce qu'il n'est pas concerné par les problèmes des autres, par les problèmes de la classe ouvrière. Ce comédien est aussi un travailleur, en l'occurrence un travailleur du spectacle ;

2) le théâtre peut être un outil de réflexion et d'analyse de la société ;

3) il existe des groupes composés de travailleurs du spectacle, se définissant comme travailleurs et qui font un théâtre abordant des problèmes sociaux, notamment ouvriers. Ce théâtre réhabilite les problèmes de la classe ouvrière en termes de valeur culturelle aussi. J'ai toujours été frappé de constater que nombre de travailleurs, et même de militants, estiment leurs problèmes quotidiens pas assez intéressants pour être exprimés culturellement. Conformément à un schéma qui leur a été inculqué, ils considèrent que les seuls problèmes dignes d'être exprimés culturellement sont ceux des autres.

Lewin : C'est une forme d'aliénation.

Dehaybe : Oui, et cette réhabilitation me paraît prioritaire. Il ne faut cependant pas ignorer les problèmes de langage : quand Somville rencontre des travailleurs à Seraing, ils lui disent qu'ils ne comprennent pas sa peinture. Cela signifie qu'il faut être attentif au problème du langage. Bien sûr, quand le Théâtre de la Communauté s'adresse aux travailleurs, il ne fait pas semblant de parler « ouvrier ». Il fait une analyse dans le langage le plus compréhensible possible, sans démagogie. Le débat peut alors s'engager. Il me semble légitime que des jeunes compagnies s'assignent comme objectif de démontrer non seulement qu'il existe une expression culturelle des problèmes de la classe ouvrière, mais par la même occasion d'entreprendre l'analyse critique de la culture traditionnelle, imposée, qui est finalement la plus familière aux gens. Ce type d'action me paraît rencontrer les préoccupations de Coumont.

Lagay : Dehaybe vient de mettre l'accent sur une inquiétude que j'avais. Il me paraît dangereux, par rapport à la conception ambiante de la culture, de dire que si on veut mener une politique culturelle critique, il faut s'en tenir au concret. Ce serait dangereux et cela pourrait mener à un sectarisme, desséchant même pour la création. Heureusement, on ne s'oriente pas dans cette direction. Il faut bien voir qu'avec le quotidien, on se heurte à un écueil : puisque c'est si familier, ce n'est pas du théâtre. Ainsi, « Haute-Autriche » par exemple, parce qu'il est centré sur le quotidien, n'est pas perçu comme s'inscrivant dans le Théâtre.

Debroux : Revenant en arrière, je voudrais dire que je suis d'accord avec Piemme : ce n'est pas parce qu'un travail littéraire ou scientifique n'est pas immédiatement compréhensible qu'il n'est pas progressiste. Mais à mon sens, il serait faux de s'en tenir seulement au type de travail fourni par l'Ensemble Théâtral Mobile. Prenons un exemple dans le domaine scientifique, moins chargé de subjectivité : un livre comme **La logique du vivant** de François Jacob ne peut pas être lu avec profit par n'importe qui. Alain Touraine n'est pas beaucoup plus accessible. Est-ce à dire que les problèmes abordés par Jacob ou Touraine ne peuvent être traités et rendus plus compréhensibles par d'autres manières ? Je crois que si. A fortiori, le problème est plus important et physiquement plus vrai dans le domaine théâtral, où le rapport au public est essentiel. C'est vrai, comme on l'a dit ici, que la classe ouvrière perçoit le théâtre par l'opérette ou le vaudeville. Mais on peut opposer une alternative à cela.

Lors d'un précédent débat des **Cahiers**, on a montré à propos de la chanson, que les émissions de variétés à grande écoute subissent l'influence de l'idéologie dominante. Il y a une manière de réagir à cela avec rigueur, en termes d'analyse économique et sociologique. C'est utile. Il y a aussi une manière qui consiste à être présent, et c'est tout le problème de l'animation. Sans tomber dans la vulgarisation, que je réprouve, et sous peine de régresser, je crois qu'il faut inventer des formes de présence, un travail d'animation qui est un rapport au public. Ainsi le travail de **La Salamandre** sur **Martin Eden**, pose une série de problèmes sociaux, pousse à la réflexion, sans exiger les références culturelles élitaires que requiert, par exemple, **Les Paysans** d'après Balzac.

UN THEATRE POUR QUEL PUBLIC ?

Piemme : Il y a un grand absent ici, c'est la petite bourgeoisie ou la nouvelle petite bourgeoisie — employés, cadres, profs, etc. Ces gens sont dans les salles de l'ETM comme dans celles du Théâtre National. Il faut en parler : il s'agit d'une couche sociale importante, qui peut peser sur l'issue d'une révolution — qu'on songe au Chili ou au Portugal. De fait, l'ETM ne travaille pas au sein de la classe ouvrière. Nous le savons bien, « Les Paysans » dans une grève, c'est impossible, le décalage serait évident. Mais nous travaillons au sein de la petite bourgeoisie et c'est un combat politique qui compte. Nous tentons de démontrer par le travail théâtral que les idées dominantes sont bien celles de la classe dominante. Nous essayons de produire une réflexion critique sur ces idées, qui sont précisément celles de ce public-là. Notre travail s'inscrit dans la culture de la petite-bourgeoisie qui est scolarisée, mais dans une démarche d'extériorité et de transformation par rapport à cette petite-bourgeoisie. Elle dispose d'acquis culturels, qu'il ne faut pas confondre avec l'intelligence, d'acquis culturels qui lui permettent de nous comprendre ; mais notre message tend à transformer ce qu'elle a appris, et cela, elle ne l'admet pas toujours. C'est donc un théâtre qui se place du point de vue de la classe ouvrière, mais qui vise un secteur non ouvrier. Ce théâtre passe par ce que Lénine appelle l'assimilation critique de la culture bourgeoise.

Lewin : L'importance politique du secteur où travaille l'ETM n'est pas contestable. Tout au plus, pourrait-on contester que les cadres, enseignants et chercheurs dont il a été question appartiennent à la petite-bourgeoisie. Sans entreprendre ici une querelle d'école, on peut rappeler que sous l'angle des rapports de production, ils sont aussi des exploités et qu'ils font partie de la classe ouvrière...

Piemme : D'accord, mais eux ne se considèrent pas comme tels.

Lewin : C'est exact et cela montre bien ce qui sépare les notions d'appartenance de classe et de conscience de classe.

Dehaybe : Un licencié en philologie romane peut être un exploité ; il n'a pas les mêmes schémas culturels qu'un ouvrier.

Govaert : Il est révélateur qu'on cite précisément l'exemple d'un licencié en philo romane. C'est un travailleur auquel la bourgeoisie a donné l'occasion d'acquérir certaines connaissances structurelles, dans la mesure où elle-même avait besoin de ce genre de travailleurs qualifiés. C'est ainsi que la démocratisation des études peut faire avancer la lutte du mouvement ouvrier vers un autre type de société. On peut en dire autant pour la culture et singulièrement pour le théâtre. Aussi suis-je moins que d'autres opposé à l'idée de théâtre populaire, et je rejoins à cet égard ce qu'a dit Bernard Debroux. Le théâtre populaire a été voulu par la bourgeoisie pour y diffuser son idéologie ; mais comme l'enseignement, il pourrait aider les classes dominées à prendre conscience de leur domination.

Piemme : Il est évident qu'il y a là un mouvement contradictoire : nous aussi, nous sommes inscrits dans la politique culturelle du ministère et nous jouons la carte culturelle de la bourgeoisie — mais nous la jouons du point de vue des autres...

Lagay : D'accord en gros avec Serge Govaert, mais gardons-nous de l'autosatisfaction. Les contradictions (réelles) ne vont pas se résoudre automatiquement. Il faut voir les limites du mouvement. Il me paraît clair qu'à l'heure actuelle c'est encore l'idéologie dominante qui y trouve son compte même s'il se produit des « accidents de parcours ». Il s'agit surtout de développer, de pousser plus loin les contradictions, sinon la situation va s'aggraver.

Liebens : On a dit ici que nous pourrions faire du théâtre militant s'adressant à un large public, comme si nous pouvions avoir une position volontariste. En fait, nous travaillons dans un système institutionnel donné, et nous ne pouvons délibérément choisir de travailler pour la classe ouvrière.

Dehaye : Je voudrais évoquer les réalisations de Jean-Louis Collinet. Il produit les spectacles politiques les plus drôles et les plus concernés. J'en ai vu trois. On y rit beaucoup, et le rire prend un sens politique. Ce qui me frappe ici, c'est la difficulté à produire au théâtre une joie qui soit politique, comme on le fait par exemple à la fête de l'« Humanité », même si on y entend des discours pas marrants. Collinet, lui, fait de l'animation : son théâtre est écrit et produit par des travailleurs, surtout des immigrés italiens. Nous ne pouvons ignorer cette voie théâtrale qui se pratique de plus en plus : les animateurs créent avec les travailleurs, sans aucun paternalisme. Au bout d'environ trois mois de collaboration, les immigrés montent un spectacle dans lequel ils font passer leurs problèmes avec leur langage, et avec l'inventivité de gens soudains libérés. C'est extraordinaire.

THEATRE ET SYNDICATS

Lagay : Cette expérience est intéressante, c'est sûr. Mais est-ce un hasard si elle est menée avec des immigrés italiens ? On se trouve là en présence d'une autre réalité culturelle, très différente de la nôtre. Avec la France, c'est encore différent. Non que les Belges soient plus bêtes, mais la sensibilité et le tissu culturel sont autres. Pour le surplus, nous ne devrions pas nous braquer sur les grèves et les occupations d'usine. Il y en a beaucoup, mais ce sont chaque fois des moments de pointe. Un travail culturel de haute qualité peut être réalisé dans ces moments, mais aussitôt après, ça retombe — syndicalement, politiquement et culturellement. Je ne veux pas opposer une activité à une autre, mais simplement rappeler que dans les cas de grève ou d'occupation d'entreprise, la disponibilité est exceptionnelle et peu durable.

Faust : C'est vrai, et nous le savons bien qu'il s'agit de moments de pointe. Mais à condition de le vouloir, on pourrait à partir de ces exemples, impulser toute une politique culturelle. Voici deux exemples. « La demande d'emploi » de Vinaver a été présentée par le SETCa, en dehors de toute grève, devant un public composé à 90 % de cadres. Le débat suscité par

la pièce a été d'une qualité exceptionnelle : jamais au cours de réunions professionnelles je n'avais vu pareil éveil sur des problèmes de fond. « Haute-Autriche » a été présenté lors d'une session de formation syndicale, avec le même résultat — un excellent débat. J'en déduis qu'il est possible d'amener le travailleur qui, normalement, ne connaît le théâtre que via la télé, à des spectacles qui le passionnent. C'est une affaire de volonté de la part de ceux qui savent et qui ont la possibilité d'agir.

Debroux : Les choses ne sont pas aussi simples. Il faut tenir compte du fait que dans son ensemble, la FGTB est très carence en matière culturelle et que, même si la CSC fait preuve de plus de dynamisme dans ce domaine, le théâtre apparaît comme « réservé » à la bourgeoisie.

Piemme : Les choses sont effectivement plus complexes que ne l'indique Faust. Une organisation syndicale qui n'est pas politiquement active ne sera pas culturellement active. La difficulté qu'il y a à convaincre au sein de l'appareil syndical de l'importance du secteur idéologique reflète des « grippages » de l'appareil lui-même.

Dehaybe : L'organisation syndicale se méfie par ailleurs des « culturels » : pour eux ce sont soit les représentants d'une culture bourgeoise qu'ils rejettent, soit des « gauchistes » qui font de l'antisyndicalisme.

Lagay : En réalité, le mouvement syndical n'a pas à attendre une réalité culturelle qui existe déjà (exemple : le Théâtre des Galeries), mais à investir lui-même le terrain, à produire.

Piemme : Je pense à l'Italie : le dynamisme du débat politique là-bas n'est pas sans influence sur le dynamisme du débat culturel.

Lewin : C'est évident, le culturel n'est pas isolé du politique, et sans doute le sera-t-il de moins en moins, même dans notre pays. On peut se demander d'ailleurs si la gravité de la crise ne rend pas plus visibles et plus impérieux certains besoins « culturels » qu'ignore la logique de profit de la société capitaliste. Précisément, dans cette foulée, je voudrais vous poser une question. Dans un récent numéro de « La Nouvelle Critique », des Français constataient que « le besoin de se rassembler, de se grouper, de s'exprimer par le théâtre est en train de faire tache d'huile ». Croyez-vous qu'aujourd'hui ce nouveau besoin culturel soit perceptible en Belgique ?

Coumont : Effectivement, quand nous comparons des cultures différentes le débat est différent. Dans celui qui nous occupe, ce qui est fondamental, c'est le vide idéologique permanent au sein du mouvement ouvrier belge. Et ce vide existe dans la base de ce mouvement aussi — à l'exception des partis d'extrême-gauche et du parti communiste, mais pas de l'ensemble des militants du PCB. Ce vide idéologique vient, à mon avis, de l'« apolitisation » de la classe ouvrière belge.

En enchaînant sur ce que Piemme a dit tout à l'heure, je dirais qu'il y a la classe ouvrière elle-même, le public auquel nous nous adressons en priorité, mais il y a aussi un public petit-bourgeois qui ne déteste pas se voir de manière critique dans une salle de théâtre : il a choisi d'y aller, et ça ne fait pas de mal de ramasser de temps en temps des coups de pied au cul.

Ce besoin dont Rosine parle existe sans doute, mais il faut avant tout forcer les portes du public qui ne vient pas au théâtre. J'ai vécu des expériences de ce type là : dans ma région, le syndicat soutient la compagnie **Sang Neuf** parce qu'elle essaie de travailler en liaison avec le mouvement ouvrier. Ce qui fait le succès de **Sang Neuf**, c'est son caractère de permanence : la troupe revient régulièrement aux mêmes endroits. Cette année par exemple, elle monte **Le Bossu**, une pièce ni pire, ni meilleure que ce qui se fait dans le genre, mais qui attire de cent cinquante à deux cents spectateurs dans de tout petits villages, chaque soir.

Avec la FGTB (notamment Jean-Marie Collignon), nous avons vu la troupe avant qu'elle n'écrive le scénario du **Bossu**. Nous avons discuté avec

eux pendant trois, quatre jours des préoccupations des travailleurs du Brabant wallon, ils ont fait la même démarche vis-à-vis d'autres groupes à propos d'autres problèmes, la pollution par exemple, puis ils ont écrit un projet de scénario. Nous l'avons relu avec eux, nous avons dit : « ceci ne passera pas, cela est trop long », et nous avons travaillé comme ça pendant plusieurs semaines, après quoi ils ont monté leur spectacle. La trame du **Bossu** y alterne avec des tableaux de la vie de la région, et à l'intérieur s'inscrivent des tableaux particuliers, joués par des marionnettes en dialecte, qui reprennent aussi l'histoire de Lagardère — le texte est écrit en wallon par un ouvrier communal de Jodoigne. Enfin, au milieu de la pièce s'insère la participation d'un groupe de la commune où joue **Sang Neuf** : huit jours avant, les gars de **Sang Neuf** passent et demandent à un groupe local de faire quelque chose avec eux.

Lewin : Par qui le spectacle est-il commandé ?

Coumont : Par les syndicats et les communes : nous essayons de toucher le public en deux endroits différents : le lieu de travail et le milieu de vie (en Brabant wallon de petites entités communales de 1.200 à 1.300 personnes).

Je voudrais aussi revenir sur le problème du langage : dire que certaines choses ne peuvent être exprimées avec rigueur que d'une certaine manière, et pas d'une autre, c'est nier qu'il existe une parole ouvrière, un langage ouvrier, qui est aussi précis que notre jargon. Ce langage ouvrier, il faut le prendre dans son ensemble, sans dissocier les différentes formes par lesquelles les ouvriers s'expriment. Prenons un exemple : dans le langage ouvrier, le silence est quelque chose de très important. Dernièrement, à la FN à Liège, les permanents syndicaux sont venus présenter à une assemblée générale des ouvrières des propositions inacceptables. Il n'y a pas eu de vote, les femmes n'ont pas discuté, elles ont vidé la salle en dix minutes. Les permanents syndicaux ont dit : bien, c'est la reprise du travail, les femmes n'ont pas voté. Mais elles avaient voté ! Qu'elles soient toutes parties sans rien dire, ça voulait dire qu'elles n'étaient pas d'accord.

Le langage ouvrier, c'est aussi ça : des gens qui quittent une assemblée sans rien dire. Et je me dis qu'il n'est pas possible de saisir tout ce langage et de le mettre en formules théâtrales. De là le problème de la lisibilité, lorsqu'on s'adresse au public de ceux qui ne savent pas — qui ne savent pas parce qu'ils ne peuvent pas mettre ensemble tous les éléments qui font leur exploitation.

Piemme : Je crois que tu poses là une question importante.

En effet, le silence de la classe ouvrière est quelque chose de fondamental — mais, quand tu expliques quelque chose, tu es bien obligé de passer par un certain nombre de notions. Prenons l'exemple des rapports de production : pour beaucoup de gens, ça veut dire « il y a des maîtres et des esclaves, ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas ». Or, ce n'est pas seulement cela. Nous ne pouvons donc pas aller au-delà d'un certain niveau de langage.

Quant au silence des ouvrières, j'aurais préféré qu'elles parlent, pour dire précisément ce qui n'allait pas.

Coumont : Elles ne se sont pas tuées en dehors de l'assemblée, mais à l'assemblée. C'est dans les ateliers que se situait le véritable débat. J'ai voulu dire que le geste que pose à un moment donné un travailleur par rapport à une situation déterminée est aussi éloquent et aussi précis que toutes les explications que nous pouvons donner sur cette situation.

Au théâtre précisément, ce qui m'effraie c'est que le public puisse se trouver face à des situations qui ne sont pas vraies. Dans la vie de tous les jours, on ne parle pas, on n'agit pas comme au théâtre. Des éléments qui ont une signification symbolique certaine ne peuvent trouver d'écho chez un public qui ne les comprend pas. Ainsi j'ai vu récemment dans une pièce un civil coiffé d'un casque militaire : les travailleurs se demandent ce que ce type vient faire là...

Piemme : Mais le problème vient-il du public ouvrier ou des troupes théâtrales ?

Coumont : Des deux.

LE LANGAGE DU THEATRE

Dehaybe : Nous en revenons à la question du langage : faut-il utiliser un langage directement compréhensible par la classe ouvrière dans sa situation actuelle, ou un langage qui **devrait** être perçu par la classe ouvrière dans une situation idéale ? Je rejoins la première intervention de Debroux : les deux démarches doivent cohabiter mais nous devons envisager le point de vue tactique.

En ce qui me concerne, pour le moment — et tactiquement —, la priorité doit être donnée à un théâtre lisible. voire didactique.

Liebens : Brecht racontait une anecdote à propos des futuristes : un jour, les futuristes ont pris un cube, y ont posé un gigantesque fruit, l'ont peint en rouge et ont dit : voilà Lénine. Les gens ont dit : on ne reconnaît pas Lénine. Par contre, d'autres ont peint Lénine comme on peint d'autres portraits, les gens ont reconnu Lénine. Brecht commente : ce que les futuristes obtenaient, c'était que le portrait de Lénine ne ressemblait à aucun des portraits qu'on avait pu voir. Malheureusement, il ne rappelait pas non plus Lénine. Cela ne donnait pas pour autant raison à ceux dont les portraits de Lénine sont certes ressemblants, mais dont la façon de peindre ne rappelle en rien les méthodes de lutte de Lénine. Erreur non moins manifeste... Pour dévoiler la causalité sociale, Marx, Engels, Lénine, n'ont cessé de recourir à des formes nouvelles. Lénine ne disait pas seulement autre chose que Bismarck, il le disait autrement. Au vrai, il n'entendait parler ni dans les formes anciennes, ni dans les formes nouvelles : il parlait dans la forme appropriée.

Dehaybe : Je cois qu'il y a un langage théâtral, qui fait appel à des symboles et qui peut être précis. L'image du casque militaire sur un civil, il fallait l'essayer : voir si elle passe ou si elle ne passe pas, en trouver une autre, l'explicitier. Ou entamer un débat avec le public : pourquoi ne comprenez-vous pas cette image ? Prenons l'exemple d'un autre symbole : dans le spectacle **Emballage** du Théâtre de la Communauté, le rapport entre le patron et l'ouvrier c'est une balance, le patron est toujours en haut. Cette image, concrètement, a **toujours** été perçue. Mais je pourrais citer des exemples d'images expérimentées par le Théâtre de la Communauté, qui n'ont jamais été perçues.

Le langage théâtral peut donc être lisible sans être nécessairement pour autant la reproduction « cinématographique » du quotidien. Et c'est là le propre du théâtre : être démonstratif, avec son langage à lui, des choses du quotidien.

Faust : Je voudrais ajouter, sur base de quelques expériences, qu'il faut éviter que le théâtre lisible ne devienne ce que j'appellerais un « théâtre à panneaux » — un type qui entre en scène avec un panneau devant lui, disant : « je suis le patron », ou « je suis l'opprimé », et ainsi de suite. Les travailleurs ont alors l'impression qu'on se moque d'eux. Même s'ils ne comprennent pas l'ensemble de l'enjeu de la pièce, ils peuvent ressentir un certain nombre de situations, de problèmes. Et c'est souvent après, lorsqu'il y a débat — ou au bistrot, s'il n'y a pas débat dans la salle — qu'ils s'éclairent mutuellement sur l'un ou l'autre point. Il ne faut pas prendre les gens pour plus aliénés qu'ils ne le sont : dans **La demande d'emploi** et **Haute-Autriche**, par exemple, pour nombre d'éléments j'aurais dit, d'un point de vue théorique, qu'ils ne « passeraient » pas ; ça n'a pas été le cas.

Lewin : Le problème posé ici me paraît être celui d'une nécessaire diversité, d'un pluralisme en tout cas. Il importe de ne pas fermer la porte à la recherche et de n'exclure aucune formule.

Debroux : En quoi le théâtre est-il intéressant ? A mon avis, à deux niveaux : d'abord parce qu'il donne du plaisir (sans que ce soit chloroformant) — même quand quelqu'un pleure d'émotion au spectacle, ça peut être bon ; ensuite, parce qu'il permet de réfléchir et d'augmenter le niveau de conscience critique par rapport à ce qu'il montre.

En quoi le théâtre-tract est-il dangereux ? C'est qu'il ne suffit évidemment pas de montrer des rapports de classe, des inégalités, voire le fonctionnement de l'idéologie dominante, si celui qui regarde, par ce qu'il voit, ne peut à un moment donné prendre position par rapport à ce qu'il voit — que ce soit au niveau de sa jouissance ou au niveau de son combat.

Mais il ne faut pas aller trop vite non plus dans la condamnation d'un langage difficile — ni dire qu'une pièce est intéressante dès qu'on y voit les rapports de classe. Ce n'est pas parce que le théâtre montre les rapports de classe qu'il est automatiquement fécond du point de vue des luttes ; ce n'est pas non plus parce qu'un spectateur individuel a trouvé un spectacle mauvais que celui-ci est inintéressant.

Finalement, comment se fait-il que les travailleurs n'ont besoin d'aucune clef pour comprendre **Au théâtre ce soir** ? C'est une accoutumance, ce sont des schémas qui fonctionnent automatiquement. Mais nous avons aujourd'hui une cristallisation de forces culturelles qui rendent possible quelque chose de nouveau : au théâtre et au cinéma, nous assistons à la naissance de formes de travail d'apparence plus difficile, aux thèmes parfois étrangers à la problématique ouvrière mais qui sont assimilés malgré tout, même partiellement.

Liebens : Coumont parlait tout à l'heure de progresser par étapes, de toujours veiller à ce que le public puisse suivre. C'est un terrain dangereux. Si Huisman était là, il s'empresserait de dire que c'est sur ce terrain qu'il se bat depuis trente ans.

Tu dis : les gens viennent et ne reconnaissent pas la vie, au théâtre. Les acteurs parlent faux, ne sont pas habillés comme dans la réalité. Tu évoques le problème du langage, puis tu conclus : allons-y progressivement C'est exactement la pratique du Théâtre National.

Quand nous allons au théâtre, nous des professionnels, voir des troupes dont nous connaissons la démarche, nous en sortons parfois dérouterés : placés devant un certain nombre de choses nouvelles pour nous, difficiles, sur lesquelles nous réfléchissons et qui finissent par nous faire avancer dans notre propre travail. Pour le spectateur, ça doit être à peu près la même chose.

Coumont : Il faut aussi savoir que l'homme de l'appareil syndical a beaucoup plus le souci de l'efficacité à court terme. Il est continuellement pris dans un engrenage d'échéances immédiates.

D'autre part, quand je dis qu'il faut être compris, ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas poser les choses en progression nette. Je veux dire qu'il ne faut pas atteindre un niveau d'incompréhension tel que le public ne vienne plus. D'autant plus que le type de théâtre que vous faites ne passe pas par les réseaux traditionnels : les Galeries peuvent passer à la télévision, cinquante fois s'il le faut. Celui qui n'a pas compris la première fois, il a encore l'occasion de revoir la troupe plusieurs fois sur l'année... Mais s'il n'a pas compris, et qu'à cause de cela il ne vient plus jamais te voir, ton message ne passera jamais. Peut-être vaudrait-il mieux parler de « niveau de culture » que de « niveau d'incompréhension ».

AVANT ET APRES LA REPRESENTATION

Liebens : Lors d'un débat à Louvain sur le théâtre populaire, André Steiger a dit qu'il était préférable d'avoir quarante ou cinquante personnes qui assistent à un spectacle et en discutent plutôt que huit cents qui sortent et n'en diront jamais rien. Cette intervention a d'ailleurs fait l'objet d'un

papier du **Peuple** sur le thème : « voilà ce que sont ces nouveaux intellectuels de gauche, qui méprisent le public et parlent un jargon obscur, etc. ». Voilà la situation : il faut pouvoir tenir les quarante spectateurs.

Lagay : Dans ce débat, il y a une donnée qu'on ne remet pas en cause. Si on essaie de retrouver la fonction première du théâtre, on constate que l'expression théâtrale est une manifestation intellectuelle qui demande, que ce soit au niveau de l'émetteur ou du récepteur, un travail intellectuel. Ça nécessite presque une école de lecture, une école de la vie. Il est vrai que le théâtre est une manifestation qui s'établit immédiatement en rapport avec le public, mais il ne faut pas la limiter à ce que le public voit, et applaudit : ça s'inscrit dans des discussions avant (sur l'écriture que l'on veut développer) et après (sur ce qu'on a produit). L'activité théâtrale s'inscrit dans un cadre plus large, qui n'est pas uniquement le moment de pointe de la production.

A partir de là, je crois utile d'évoquer une expérience qui rompt avec ces moments de pointe. C'est une expérience vécue à Charleroi avec **Haute Autriche**, dans le cadre des rencontres **Vie féminine**. Le spectacle avait lieu à 10 heures du matin — pour les spectateurs, pas de problème, mais pour le comédien... Enfin bon, il y avait là cent cinquante femmes dont la plupart n'avaient jamais mis les pieds au théâtre. Eh bien, la pièce s'est inscrite dans une réflexion qui a duré toute la journée, et on n'a jamais parlé théâtre, mais bien des réalités concrètes — avec lesquelles elles étaient d'accord ou pas. Cette manière de fonctionner, même différente de l'esprit « fête » du Théâtre National, est d'une certaine façon aussi une fête.

Lewin : Je voudrais retenir une chose de ce qui vient d'être dit : le problème de la lisibilité de la représentation théâtrale doit se voir en mouvement, dans le temps et dans un contexte plus large. Il ne faut notamment pas le réduire au théâtre ; il se passe des choses avant et après la représentation. Et il se passe, sur le plan politique et culturel, des événements qui font évoluer la réceptivité à l'égard du langage. Il ne faut pas voir le problème de manière trop statique.

UTILISER LES OUTILS EXISTANTS

Coumont : Le non-public, au théâtre, se trouve en général dans la classe ouvrière. Je pose ici une question aux praticiens du théâtre : croyez-vous intéressant, à partir du moment où on décide d'aller au public, de faire de petites interventions limitées dans le temps, respectant le « niveau de fatigue » des gens ? J'entends par là aller dans un bal, à un arrêt de bus, dans une gare, les gens sont là, attendent, il est possible de faire quelque chose. A condition que ce ne soit pas du ponctualisme : il faut par exemple aller pendant trois, quatre mois aux mêmes heures de train, pour un même public, tous les jours. Je me dis depuis longtemps qu'il existe des possibilités concrètes de ce type dans ma région : au premier essai, la réaction sera peut-être négative, mais les gens s'habitueront.

En ce qui concerne le mouvement ouvrier, je voudrais ajouter ceci : dans un premier temps, il faut le pénétrer par effraction. Car il est clair que les organisations ouvrières ont, par rapport au théâtre et surtout au théâtre militant, une attitude de rejet.

Mais il y a aussi votre rejet : les « culturels » engagés qui voient les organisations ouvrières et disent : « appareil, récupération ». Il y a donc un phénomène de rejet mutuel ; et il y a risque de rester très longtemps loin l'un de l'autre. Pour entrer dans le mouvement ouvrier, même par effraction, il y a dans les premières étapes qui font « la cour amoureuse » des gifles qu'on doit éviter de se donner.

Comment voyez-vous, vous, votre insertion dans le mouvement ouvrier ? Qu'êtes-vous prêts à accepter comme « fourchette » à l'intérieur de ce mouvement, pour y être tout en restant vous-même ? Voilà quelques problè-

mes ; personnellement je crois que, dans un premier temps, il faut faire du ponctualisme, utiliser les moments forts (grèves, occupations...) et y imposer notre démarche.

Introduire le théâtre dans les syndicats, ça fait partie de la lutte pour changer le syndicat.

Faust : Si vous attendez que les congrès interprofessionnels prennent des résolutions du genre « on veut que la culture vienne sur les lieux de travail » ça risque de durer : il y a de la part des organisations syndicales un pragmatisme qui peut s'expliquer, les problèmes culturels n'ont pas la priorité.

Et nous, nous ne sommes pas particulièrement différents, nos priorités sont ailleurs.

Mais il ne faut pas prononcer d'excommunication, dire : « les syndicats, ça ne sert à rien ». Il faut à la fois être patient et forcer les choses. Certains l'ont fait, des pièces intéressantes ont été présentées, et je pense qu'il ne faut pas s'en tenir aux actions ponctuelles, même si elles sont nombreuses, en Wallonie notamment.

La pratique peut devenir plus normale. Demain soir, à la formation syndicale de la FGTB Bruxelles, il sera question d'inclure des représentations théâtrales dans la formation syndicale. Si c'est parfois vrai que deux ou trois heures de formation syndicale assomment, une pièce de théâtre peut y être un poumon.

Autre chose : dans certains cahiers de revendications, nous avons inscrit (en tant que SETCa Bruxelles) la possibilité d'avoir des activités culturelles sur les lieux de travail, d'avoir une salle de spectacle à la disposition des travailleurs pendant les heures de travail. Ça paraît utopique aujourd'hui, mais ça pourrait devenir une réalité demain : je rappelle que dans une entreprise bruxelloise, grâce à un rapport de forces favorable, les travailleurs ont pu entendre, pendant les heures de travail, un tour de chant de Paul Louka. Soyons francs : c'est pas le point premier des cahiers de revendications, au stade actuel des choses il est impossible de mobiliser l'ensemble des travailleurs d'une entreprise là-dessus. Mais ce n'est pas négligeable.

Liebens : Ce qui est étonnant, c'est que vous demandez du théâtre, et finalement ce n'est pas ça que vous voulez. Le théâtre se fait dans un lieu machiné, équipé, un espace défini où se pose le rapport avec le public.

Nous sommes là en plein dans la position ultra-gauchiste : il y a des outils et on refuse l'outil théâtral dans sa complexité, tel que la bourgeoisie l'a développé et tel qu'il est possible de l'utiliser. N'oublions pas que Brecht n'a jamais remis en cause la scène à l'italienne !

On nous dit : « il est exclu qu'on vienne au théâtre », c'est-à-dire qu'on vienne là où les choses seulement peuvent être posées. On va plus loin : on ne parle plus de théâtre ; on va mener un débat, non sur ce qu'on a vu mais sur ce qu'on a entendu. Finalement, il n'est plus utile de parler de la condition de la femme dans **La maison de poupée** : mieux vaut lire Simone de Beauvoir ou les résolutions du PCF sur ce thème.

Pourquoi les comédiens devraient-ils jouer à dix heures du matin, parce que ça arrange les syndicats ? Le comédien a des conditions de travail, il faut en tenir compte.

Pourquoi laisser cet outil à la bourgeoisie ? Pourquoi ferions-nous un théâtre parallèle ? Le prolétariat a une image du théâtre, c'est l'image qu'on lui impose et lorsqu'il n'est pas dans une salle à l'italienne, il dit : « ce n'est pas un vrai théâtre ». Effectivement : il y a des lieux équipés pour faire du théâtre, et il a raison de penser que ce sont ces lieux-là qu'il faut investir.

Lewin : Tu refuses donc le postulat de Coumont : il va de soi qu'il faut aller chez les gens plutôt que de les faire venir au théâtre ?

Piemme : Je comprends ce postulat : il part d'une certaine demande. Nous voudrions parler du théâtre de notre point de vue, en professionnels, dans une autre demande.

Je crois que ce serait aberrant de ne pas investir les outils qui existent. C'est comme dire : « on va converser au coin de la rue, on se fout de la radio-télévision, puisque de toute façon c'est l'appareil de la bourgeoisie ».

Lagay : Personnellement, je vois le problème de façon dialectique : on peut faire un travail critique dans une structure bourgeoise, ce qui n'exclut pas qu'on puisse faire un tel travail hors des structures bourgeoises. Je pense qu'il peut y avoir une pratique théâtrale qui ne se situe pas nécessairement dans le cadre architectural d'un théâtre. Ainsi, au théâtre du Crépuscule, parce que nous n'avons pas d'outil, nous développons une scénographie autonome, qui n'a pas besoin d'un milieu ambiant. C'est aussi du théâtre.

Quoi qu'il en soit, il se manifeste aujourd'hui une volonté certaine de faire un théâtre qui va presque à l'encontre des pratiques théâtrales traditionnelles. Il suffit de voir les réactions des responsables pour lire leur inquiétude ; or, il est évident qu'en fonction du rapport de forces actuel, si on met en balance le théâtre officiel et ce qu'ils appellent le « jeune théâtre », on rale ce dernier de la carte.

Il s'agit à mon avis de modifier le rapport de forces politique et social en faveur de TOUTES les formes théâtrales, et entre autres d'une forme théâtrale critique.

Investir les syndicats ? Ça fait longtemps que j'essaie de le faire. La question n'est pas de forcer les portes, c'est l'organisation syndicale qui doit se dire : « je prends ça en charge, parce que ça peut me servir aussi pour la cause que je défends sur le plan syndical ». Si nous forçons les portes, on va nous dire « ils viennent nous donner des leçons sur la façon de faire du syndicalisme ».

Au bout de dix ans, j'ai réussi trois ou quatre opérations avec les syndicats : piètre victoire ! Forcer des portes, je crois que ce n'est pas le seul moyen d'obtenir une modification du rapport des forces en faveur d'une autre inscription de la réalité culturelle dans la pratique quotidienne. Les organisations des travailleurs ont aussi leur rôle à jouer.

Lewin : C'est-à-dire que cette lutte doit être menée parallèlement aux autres luttes politiques...

Lagay : En plus, forcer les portes de l'organisation syndicale, c'est dangereux. La culture est finalement à la disposition du syndicat mais la réalité de la vie culturelle, en particulier théâtrale, n'est pas sur cette même respiration, n'a pas cette disponibilité. Il y a nécessité de concertation : on ne peut pas nous demander « il y a occupation d'usine, allez hop !, dans une semaine il nous faut une troupe ». C'est une attitude paternaliste, d'introduire la culture de cette façon ; ça n'a pas de prolongements.

Ajoutons que la réalité de la production théâtrale implique des moyens financiers : s'il y a des activités qu'il y a moyen de faire partout, ça implique du fric. Les organisations syndicales, qui font partie pourtant de la superstructure, n'ont jamais analysé les contradictions d'utilisation d'une politique culturelle. Dans ces contradictions, il y a un élément important, presque infranchissable : le prix de revient de l'activité culturelle. Deuxième élément, qui intervient immédiatement : l'insertion d'une activité culturelle dans le monde du travail n'est possible que lorsqu'elle a reçu un label de qualité, de par la structure bourgeoise. Pour simplifier l'image : le Mouvement mondial de la Paix a choisi comme symbole la colombe de Picasso, parce qu'elle s'accompagnait d'un label de qualité ; ce pigeon valait des millions, parce qu'il était signé Picasso. Autrement dit, le mouvement des travailleurs n'accepte l'insertion de la culture dans sa réalité qu'à partir du moment où elle a une valeur de rentabilité commerciale dans les structures culturelles existantes.

Debroux : Je ne suis pas tout à fait d'accord. Il y a actuellement — mais c'est vrai, plus pour le cinéma et la musique que pour le théâtre — une ouverture sur des actions ponctuelles, mobiles. Dès qu'il y a une grève, le GAM est sur place et écrit des chansons avec les travailleurs. Donc : label de qualité, oui, mais pour un autre type de culture « engagée ».

Ceci étant dit, je suis d'accord avec Liebens : il ne faudrait pas non plus que l'image des travailleurs culturels, pour le mouvement ouvrier, se limite aux gens qui sont disponibles seulement aux moments de pointe. Mais ça ne veut pas dire que la démarche est inutile... C'est un métier, être comédien, il y a des conditions de travail minimales à respecter : mais d'autres types d'intervention peuvent être une ouverture sur autre chose.

QUELQUE CHOSE EST EN TRAIN DE CHANGER

Faust : Je voudrais surtout que vous ne ratiez pas ce qui est en train de changer. On n'en est plus aux occupations d'entreprise avec seulement des belotes au programme, on n'est plus aux grèves-promenades, aux grèves « à la maison ». Les choses changent : la culture a là un rôle à jouer.

Je suis opposé à ce que les travailleurs culturels fassent la manche — je ne sais pas comment concevoir le statut du travailleur du spectacle, mais il ne doit en tout cas être un travailleur au rabais, Colette Magny a fait ça, pendant des années, puis elle en a eu « ras la trompe » — elle a fait une chanson là-dessus — d'être une potiche pour galas de soutien. Ce serait d'ailleurs antisyndical de demander à des troupes de théâtre de vivre de l'air pur...

Lewin : C'est ramener l'artiste à sa condition de bohème.

Faust : Effectivement : les conditions de travail doivent être strictement respectées, et expliquées aux travailleurs — qui admettent et respectent cela très bien.

Autre chose : quand on vous dit d'aller vers les travailleurs, c'est parce que les travailleurs ne vont pas vers vous. Que vous le vouliez ou non, les salles de théâtre, qu'elles soient bourgeoises, petites-bourgeoises ou d'avant-garde, ne sont pas remplies de travailleurs. Il faut aller vers les travailleurs, au moins dans une première phase — je reviens à mon exemple de Paul Louka : ce sont des gens qui n'allaient **jamais** dans une salle de spectacle. C'était, et Paul Louka en avait conscience, un travail d'exploration. Mais je les ai retrouvés, six mois après, à un tour de chant (en salle « classique ») de Louka.

Je ne dis pas que c'est mécanique ; mais je suis persuadé que ça joue, que ça a un goût d'apéritif, dans le bon sens du terme.

En conclusion, il va de soi qu'il faudrait que les organisations syndicales, qui regroupent à elles deux plus de deux millions de travailleurs en Belgique, prennent en charge l'éducation culturelle, la stimulent ; mais au départ, il faut forcer les choses, violer certaines habitudes.

Coumont : Il y a un malentendu au départ, c'est au niveau des conditions de travail. Non pas au niveau du professionnalisme ; mais si le théâtre doit aller vers le public, il est clair qu'il se passe une série d'événements dans la vie ouvrière de tous les jours, et c'est un moyen d'aller vers le public.

Bien entendu, ça présuppose l'infrastructure qui permet de le faire, ça suppose un mouvement ouvrier qui prenne en charge, sans que ça lui donne des droits sur les gens du théâtre et sur leur liberté de création, l'infrastructure qui permet aux artistes de créer, dans des conditions de travail respectant à la fois leur condition de travailleurs et leur façon professionnelle d'aborder leur travail.

Mais il est vrai que si dans un premier temps vous n'allez pas vers le public, le public n'ira pas vers vous. C'est un problème culturel général, pas seulement un problème de théâtre : il y a un public ouvrier qui ne va pas

dans certaines salles voir certains films, qui ne va pas dans certains restaurants. Et pas seulement pour une question de prix : parce qu'il n'a pas envie d'y rencontrer un certain public, qu'il ne sait pas quel vin va avec quel plat, qu'on y parle de la soupe en termes qu'il ne comprend pas et qu'il ne sait pas à quoi sert telle pince ou telle cuiller.

Peur d'aller au théâtre ? Le gars qui n'a pas peur de se trouver devant les 1300 degrés de son four quand ça explose n'a pas peur d'entrer dans un théâtre. Mais ce type de démarche ne se fait pas individuellement. Peut-être avec une équipe de son entreprise, une démarche collective : et là c'est une deuxième phase. S'il y a eu un contact préalable avec ce public dans des circonstances déterminées, la démarche collective devient beaucoup plus facile.

En tout cas, je refuse le bricolage et le bénévolat, de la manière la plus absolue. Si on ne peut pas payer les artistes, on ne les fait pas venir.

Debroux : Un tout petit correctif : il y a une responsabilité de l'organisation syndicale par rapport à ce problème. Lorsque des représentations de théâtre wallon ont lieu à la Halle aux Draps à Tournai, chaque année depuis vingt ans, il y a 1.700 personnes dans la salle — pour le théâtre que nous proposons, il n'y a personne. Le lieu n'est donc pas le seul obstacle.

Lewin : Comment clore ce débat déjà long et qui est cependant loin d'avoir épuisé le sujet ? Nous avons confronté le point de vue de militants syndicaux avec celui de professionnels du spectacle ou de l'animation culturelle, passé en revue quelques expériences, mesuré certains obstacles. Nous sommes tous d'accord je crois, pour estimer que le théâtre peut être un outil d'analyse de la société, un instrument de combat politique. Et il nous est apparu à tous que le mouvement ouvrier a un rôle à jouer, des initiatives à prendre, des responsabilités à assumer — non seulement pour que le budget de la Culture cesse d'être un budget de pénurie, mais aussi pour que s'opère enfin la rencontre entre théâtre et public ouvrier. Il reste là un immense terrain à investir.

Situation actuelle des subventions aux théâtres

1. Sur le plan national

La part dévolue aux Affaires culturelles (c'est-à-dire aux crédits repris dans les secteurs Culture française et Culture néerlandaise, Classes moyennes, Communications, Santé publique et Famille, Agriculture et Affaires économiques en ce qui concerne d'une manière ou d'une autre des activités culturelles) dans le budget de l'Etat (Budget des Recettes et Dépenses) s'élève, pour 1976, à 13.790,7 millions de francs, soit 1,91 % de l'ensemble des dépenses courantes de ce budget (dépenses courantes pour 1976 : 719.376 millions de francs).

Dans ce budget des Affaires culturelles, le secteur Culture proprement dit (c'est-à-dire le secteur Culture française et le secteur Culture néerlandaise, en ce compris les crédits attribués aux commissions de la Culture de l'agglomération bruxelloise) s'élève à 8.491,8 millions de francs.

Ce secteur culture comprend lui-même une subdivision « Arts et Lettres », dont le total pour les deux cultures se monte à 1.610,9 millions de francs, c'est-à-dire :

- 11,68 % du budget des Affaires culturelles ;
- 18,97 % des secteurs Culture.

Quant au théâtre, sa part dans ces budgets s'élève respectivement à :

- 2,36 % de l'ensemble du budget des Affaires culturelles ;
- 3,83 % des secteurs Culture.

Les crédits réservés au théâtre sont repris au secteur Culture française, aux articles 32 et suivants ; au secteur Culture néerlandaise, ils sont imputés à la classification fonctionnelle du budget. Il faut noter que les crédits réservés au théâtre de l'enfance ne sont pas repris dans ces chiffres. Le montant total des subventions au théâtre, pour les secteurs Culture des deux communautés, est de 325,4 millions de francs.

2. En ce qui concerne la communauté culturelle française

Le secteur Culture française, en ce compris la dotation de la Commission française de la Culture de l'agglomération bruxelloise, comprend des crédits à concurrence de 3.931,9 millions de francs.

Dans ce secteur, la partie III (Arts et Lettres) se monte à 762,1 millions de francs, soit 19,38 % du secteur.

Les crédits pour le théâtre (article 32), à l'exception des crédits réservés à la diffusion culturelle par le cinéma se montent à 149,7 millions de francs, soit 3,81 % du secteur.

3. En ce qui concerne la communauté culturelle néerlandaise

Le secteur Culture néerlandaise, en ce compris la dotation de la Commission néerlandaise de la Culture de l'agglomération bruxelloise, se monte à 4.559,9 millions de francs.

Dans ce secteur, la partie III (Arts et Lettres) s'élève à 771,5 millions de francs, soit 16,92 % du secteur.

Les crédits relatifs aux activités théâtrales (calculés sur base du budget fonctionnel) se montent à 175,7 millions de francs, soit 3,85 % du secteur.

N.B. : Tous les crédits mentionnés ci-dessus concernent les dépenses courantes du budget.

4. Evolution des subventions aux activités théâtrales (secteur Culture française) de 1973 à 1975

	1973	1974	1975	1976 (non ajusté)
Théâtres agréés	49,8	64,4	55,0	54,0
T.N.B.	33,3	81,9	60,8	54,0
Troupes permanentes	10,3	19,0	17,5	21,5
Théâtre de Poche	5,0	13,9	15,5	16,9
Théâtre de l'Alliance	1,0	—	—	—
Total	99,4	179,2	148,8	146,4

5. Subventions des Communes et des provinces

a) Les communes

L'Institut National de Statistiques a effectué, pour 1970, un relevé de toutes les recettes et dépenses des communes belges.

Il s'agit à ma connaissance des dernières données statistiques disponibles.

Jean Nizet et Maurice Abitbol ont isolé les dépenses culturelles de ce relevé global (pour les Cahiers J.E.B., 1/1976).

On en arrive ainsi aux chiffres suivants :

Les communes bruxelloises et wallonnes ont dépensé pour la culture 1,1 milliard de francs en 1970, c'est-à-dire 28 % de l'ensemble des dépenses culturelles des pouvoirs publics (l'Etat y contribuant pour 67 %, les provinces pour 5 %).

Ce montant représente 4,3 % du total des dépenses communales.

Quant à la part dévolue au théâtre dans les dépenses culturelles des communes, elle n'est pas précisée ; l'ensemble des activités artistiques traditionnelles reçoit 28 % de ces dépenses communales, lesquelles sont plus orientées vers les activités sportives et de détente physique (52 %).

b) Les provinces

Les mêmes auteurs ont fait eux-mêmes le relevé des dépenses culturelles des provinces (les provinces wallonnes et les dépenses réservées à la partie francophone du Brabant).

Le total des dépenses culturelles provinciales s'élève à 150 millions de francs ; les activités artistiques traditionnelles reçoivent 40 % de ce montant, les activités sportives et de détente physique 31 %.



Tous les chiffres mentionnés ci-dessus concernent exclusivement les dépenses courantes des budgets communaux et provinciaux.

S.G.

L'architecture du socialisme utopique

Une très belle exposition remet en lumière, en ce moment, la genèse et la réalisation du familistère que construisit à Guise (France) l'industriel J.-B. Godin (1).

Sans doute, beaucoup de Bruxellois apprendront-ils avec étonnement que leur ville possède encore le long du quai des Usines son familistère, dans lequel Godin logea le personnel de son usine de Laeken.

Par delà la figure de cet homme singulier, nous retiendrons surtout que l'ensemble architectural de Guise est la réalisation la plus complète, inspirée par Charles Fourier à ses sectateurs. Elle nécessite, à ce titre, d'être éclairée par l'histoire du courant socialiste utopique à l'égard duquel Marx et Engels reconnurent à plusieurs reprises leur dette, malgré leurs critiques parfois acerbes.

J.-B. Godin (1819-1888) dont le nom reste attaché aux poêles en fonte qu'il produisit en grande série, fut, en effet, membre très tôt de l'Ecole Sociétaire, groupement impulsé par Victor Considérant, qui en avait rédigé le manifeste en 1841.

Cette société se donnait pour but la propagation et la réalisation des idées de Charles Fourier, décédé quatre ans plus tôt. Godin participera ainsi aux premières tentatives de donner forme au Phalanstère que le Maître avait imaginé. D'innombrables essais furent tentés, aux Etats-Unis notamment, en vue de développer un mode de vie communautaire parmi les membres de petites sociétés assurées de leur indépendance économique (2). On peut d'ailleurs imaginer que ce courant de pensée qui se perpétua jusqu'à la deuxième guerre mondiale n'est pas étranger aux expériences les plus récentes.

Mais revenons en 1841.

(1) A l'Ecole nationale supérieure d'architecture (Hôtel Van de Velde), avenue F. Roosevelt, 29, Bruxelles, du 10 au 31 mars 1977 (tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures). Ceux qui ne pourraient visiter l'exposition peuvent en acquérir le beau catalogue en versant la somme de 300 F au CCP n° 000-0678431-13 des Archives d'Architecture moderne, organisatrice de l'exposition.

(2) Les phalanstères fouriéristes aux Etats-Unis, par D. Hayden in *Espaces et sociétés* n° 17-18 (1976).

Les idées de Fourier que diffuse Victor Considérant dans son journal *La Phalange* et dans ses écrits s'éloignent déjà de leur source bouillonnante. Polytechnicien, ingénieur militaire, épris d'architecture, Considérant est, avant tout, un organisateur. Il trace le plan du Phalanstère que domine la Tour d'Ordre. « La Tour d'Ordre est le centre de direction; elle commande les manœuvres avec ses pavillons, ses signaux, ses lunettes et ses porte-voix, comme un général d'armée placé sur un haut mamelon » (3).

De quoi faire rêver un jeune industriel qui se voit déjà au milieu de son empire. Guise aura sa Tour d'Ordre; Godin, qui instaurera plus tard la participation ouvrière dans ses entreprises, puise aussi chez Considérant le goût de la paix sociale dans une société bien ordonnée.

« ... l'Harmonie, sans viser à une égalité contraire à tout ordre naturel et SOCIAL (souligné par moi), opère toujours la fusion des classes et le mélange des inégalités » (4).

Il est vrai que Considérant semble ici fidèle à l'enseignement de son Maître, pour qui coexistent inévitablement les classes riche, moyenne et pauvre que l'instruction protège de la discorde.

« ... la politique harmonienne... s'en garantit par un système d'éducation qui est UN pour toute la Phalange et pour tout le globe et qui établit partout l'unité de bon ton.

Evitons ici de confondre l'UNITE avec l'EGALITE. La classe opulente, loin d'être lésée par la politesse des inférieurs, y trouve une foule d'avantages incontestables. Aussi, tout homme riche préfère-t-il des domestiques polis et intelligents, comme ceux de Paris, aux rustres de province, par qui on est fort mal servi et grossièrement traité » (5).

La fidélité parfois littérale au texte de Fourier dissimule pourtant mal l'esprit différent qui anime Considérant. Le système utopique de Ch. Fourier (1772-1837) repose sur la dénonciation mordante de l'égoïsme du capitalisme naissant. L'unité de base de son paradis utopique baptisé Harmonie, c'est la Phalange qui groupe seize cents personnes en une communauté industrielle et agricole établie en milieu rural.

Dans la tradition des descriptions minutieuses des cités idéales, Fourier ordonne, classe, mesure. Mais, ce que sa minutie détaille, c'est un monde à la fois délirant et merveilleux. Dans la Phalange, le travail est joyeux; l'homme et la femme, égaux, trouvent l'amour en suivant l'inclination de leurs passions. La violence et la guerre appartiennent au passé. La fantaisie débridée de l'auteur du « Nouveau Monde industriel » devait enchanter les surréalistes. Elle n'était pas faite, non plus, pour déplaire à Engels qui l'opposait volontiers à la sèche et prétentieuse philosophie allemande de ses contemporains.

« Le non-sens français est au moins allègre, tandis que le non-sens allemand est lugubre et sinistre. Et puis, Fourier a critiqué les actuels rapports sociaux avec une telle acuité, avec un tel esprit et

(3) V. Considérant. Description du phalanstère et considérations sociales sur l'architecture. 1848. Cité in F. Choay. L'urbanisme, utopies et réalités. Seuil 1965.

(4) Idem.

(5) Ch. Fourier. L'Unité universelle. 1822. In Ch. Fourier. L'attraction passionnée. Pauvert. 1967.

un tel humour que l'on est tout disposé à lui passer ses fantaisies cosmologiques qui, du reste, reposent sur une conception géniale du monde » (6).

S'il apprécie Fourier, on ne peut dire qu'Engels a les mêmes indulgences pour le journal que Considérant publie depuis 1845. Il n'hésite pas à affirmer que « ce périodique est une pure spéculation commerciale », et écrit à Marx, le 19 août 1846, que « ces messieurs les fouriéristes deviennent de plus en plus ennuyeux ». Il a très bien perçu ce qui sépare le rêveur illuminé du polytechnicien ambitieux.

Pendant ces années, Engels suit avec grand intérêt l'évolution des groupements qui tentent de vivre en communauté de biens, quels que soient les idéaux qui les inspirent. Peu lui importe que leurs membres croient « à un seul Dieu, à vingt ou à aucun ».

Les expériences d'Owen et de ses disciples, antérieures à celles des Fouriéristes, fascinent Engels par la révolution culturelle (pour utiliser la terminologie à la mode) qu'elles représentent.

« En somme, nous voyons que la communauté des biens n'est pas du tout une impossibilité, mais au contraire, que toutes ces expériences ont parfaitement réussi.

Nous voyons aussi que les gens qui habitent en communauté vivent mieux en travaillant moins, qu'ils ont plus de loisirs pour développer leur esprit, et sont des hommes meilleurs et plus moraux que leurs voisins qui ont conservé la propriété » (7).

Très rapidement, cependant, Marx et Engels vont marquer les limites des systèmes utopiques dont ils mettent l'immaturité en relation avec la phase embryonnaire de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Ils rédigent en 1848 le manifeste du parti communiste avec la conscience très claire du chemin parcouru : « ... les inventeurs de ces systèmes (Saint-Simon, Fourier, Owen, J. A.) discernent les effets dissolvants au sein de la classe dominante, mais ils n'aperçoivent du côté du prolétariat aucune action de classe propre, ni aucun mouvement politique qui lui soit spécifique.

Le développement de l'antagonisme de classe allant de pair avec l'essor de l'industrie, ils ne trouvent pas davantage à leur époque les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales en vue de suppléer à ces conditions A la place de l'activité sociale, ils doivent donc mettre leur activité inventive personnelle, à la place des conditions historiques de l'émancipation, des conditions issues de leur imagination, à la place d'une organisation progressive et autonome du prolétariat en classe un modèle de société fabriqué de toutes pièces.

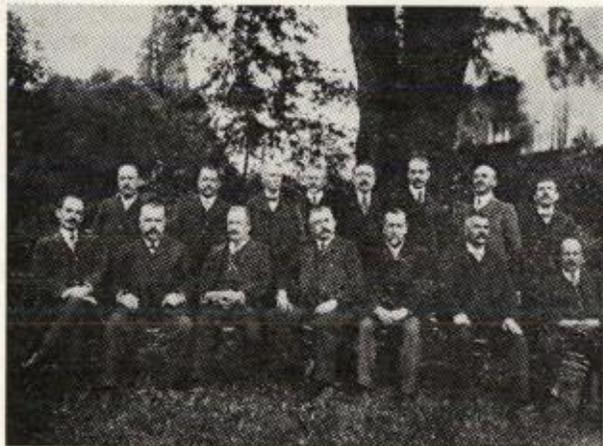
L'histoire future du monde se résout, ensuite, pour eux, à la propagande pour gagner les esprits et mettre en pratique leurs plans de société ».

(6) Engels. Deutsches Bürgerbuch für 1846. In F. Engels et K. Marx. Les utopistes. Recueil de textes. Maspero 1976.

(7) Engels. Deutsches Bürgerbuch für 1845. In F. Engels et K. Marx. Utopisme et communauté de l'avenir. Maspero 1976.



Couverture d'un numéro exceptionnel du Devoir consacré à l'exposé des principes de fonctionnement du familistère et de son organisation.



« Je puis dire aujourd'hui que mes employés d'autrefois sont devenus mes collaborateurs ». Godin — Rapport Moral, 1881.

A partir de la ligne qu'ils se sont tracée dans le manifeste, Marx et Engels consacreront leurs forces à ce qu'ils considèrent comme la condition indispensable du changement social : l'organisation politique de la classe ouvrière.

On comprend, dès lors, que les courants utopiques, qui avaient été en leur temps un ferment révolutionnaire, leur apparaissent de plus en plus dépassés et, en fin de compte rétrogrades, à mesure que l'action de la classe ouvrière progresse.

Certes, en 1848, les idées fouriéristes inquiètent encore, mais à quoi conduisent-elles ?

En 1858, les plans du familistère de Guise sont prêts.

S'ils n'enchantent pas la bourgeoisie locale, allaient-ils constituer pour autant, comme l'écrira plus tard le journal de l'entreprise : la solution de la question ouvrière.

Le projet prend corps d'année en année. Sur une rive de l'Oise, l'usine croît, sur l'autre se groupent autour d'une place centrale qu'ornera, de son vivant, la statue du fondateur, les logements et les magasins répartis dans les trois ailes d'un « palais social », les écoles maternelles et primaires, la « nourricerie et le pouponnat ».

Et, enfin, pour rassembler les habitants en un lieu symbolique, est édifié le théâtre.

On croirait y entendre encore la voix de Ch. Fourier : « Pour élever à l'unité de manières toute la masse des enfants, le plus puissant ressort sera l'opéra, dont la fréquentation est pour tous les enfants d'Harmonie, un exercice demi-religieux, emblème de l'esprit de Dieu, de l'Unité que Dieu fait régner dans le mécanisme de l'Univers » (8).

Sur le plan social, de l'éducation et de l'hygiène, les conditions d'existence du familistère sont en avance sur leur époque. Godin y fera fonctionner ce dont rêvent encore certains capitalistes contemporains pour garantir la paix sociale : l'actionnariat ouvrier.

L'œuvre de Godin restera certainement comme un modèle du paternalisme éclairé. Engels reconnaissait volontiers son caractère exceptionnel : « Aucun capitaliste n'a intérêt à édifier de telles colonies, aussi bien il n'en existe nulle part au monde en dehors de Guise, en France; et celle-ci a été construite par un fouriériste, non comme une affaire rentable, « mais comme expérience socialiste » (9).

La concurrence capitaliste, en effet, pousse plutôt les industriels à concentrer leurs moyens financiers sur la fabrication et la commercialisation de leurs produits. Avec le temps, d'ailleurs, les rapports sociaux se dégradent à Guise aussi, et le contrôle qui s'exerce dans ce petit monde fermé devient pesant.

En 1887, un an avant la mort de Godin, Engels ajoute en note au texte que nous venons de citer, cette phrase : « Et celle-ci (cette colonie fouriériste, J. A.) est devenue finalement, elle aussi, un simple foyer de l'exploitation ouvrière ».

L'œuvre est pourtant celle d'une personnalité hors du commun.

(8) Voir note n° 5.

(9) F. Engels. La question du logement. 1872. Editions sociales, 1969.

Livres



La condition ouvrière au XIXe siècle

par Jean Neuville

C'est une initiative heureuse qu'ont prise les Editions Vie Ouvrière, en entamant la publication d'une Histoire du mouvement ouvrier en Belgique. Pour le lecteur francophone, elle comble un vide. Car, si en dehors de l'ouvrage (inachevé) qu'a laissé le Gantois Jan Dhondt, il existe de nombreuses études et monographies dans ce domaine (plus sans doute que n'en laisse paraître la bibliographie dans ce premier volume), il s'agit en général de travaux académiques peu accessibles. Vie Ouvrière propose au contraire une série fort bien présentée, destinée à tous ceux qu'intéresse le passé social de ce pays, et tout particulièrement aux militants du mouvement ouvrier. Un seul regret à cet égard : le prix élevé.

Ce premier tome concerne la préhistoire du mouvement ouvrier : les travailleurs ne sont pas encore organisés — la loi le leur interdit, la misère et l'ignorance les en empêchent —. « Ils ne vivent plus, ils végètent », déclarait la Commission médicale de Liège à propos des enfants, à la mi-temps du siècle dernier. Le diagnostic vaut pour tous les ouvriers, pour tout le pays et pour toute la période, qui va jusque 1870.

L'étendue de leur misère fait des travailleurs des objets, et des objets méprisés. Il faudra bien des épreuves encore avant qu'ils ne deviennent les sujets de l'Histoire. A l'heure du capitalisme libéral, la sous-alimentation est généralisée, les conditions de logement et d'hygiène infra-humaines. La force de travail est livrée à l'invincible pression du marché, au même titre que les matières premières.

Semblables à la description que Marx en avait fait pour l'Angleterre au début de son industrialisation, on trouve ici les journées de douze, voire quatorze heures pour les petits enfants, les ateliers humides et malsains, des « logements » réduits à l'état de cloaques, des accidents de travail meurtriers, des repas faits de pain, de pommes de terre, de choux, de chicorée et café léger. Encore faut-il savoir que la maladie de la pomme de terre avait provoqué en Flandre en 1845 un tel désastre (92 % de pertes) que le nombre des indigents s'en trouva doublé en un an, triplé en deux ans. C'est le moment où la mendicité prend, au Borinage comme en Flandre, des proportions qui épouvantent les autorités. En Flandre, des tisserands-mendiants circulent dans les campagnes par bandes de cent et deux cents, réclamant du travail. A Gand, des indigents essayent de se faire arrêter, commettant des délits en présence des gendarmes, dans l'espoir de pouvoir enfin se nourrir en prison.

En 1870, après un quart de siècle de progrès industriel, la misère ouvrière n'a pas reculé. Les exploités prospèrent, et de surcroît, ils moralisent. Et c'est le discours du bourgeois de l'époque face à cette misère opaque et effroyable, qui nous apparaît comme l'élément le plus significatif du récit de Neuville. En voici quelques échantillons.

A propos des mendiants : « L'ouvrage ne manque pas; ce sont des fainéants ». « On a essayé de mettre des entraves au mariage des pauvres; on a supprimé le pain et la moitié du loyer à ceux qui se mariaient, on n'a pas réussi. » ou encore « On devrait extirper la mendicité au moyen d'une mesure générale. J'avais l'intention de le faire défendre en recourant à la force, je ne l'ai pas fait, parce que dans les communes voisines, il n'y a pas de moyens de répression, nos mendiants de la commune vont ailleurs... »

A propos du paupérisme, les « remèdes » le plus souvent invoqués sont soit le déplacement : « Lorsque l'accroissement de la population excède les ressources d'un pays, c'est une indication pour que cette population aille chercher ailleurs sa subsistance... » soit la baisse de la natalité : « Le nombre des indigents augmente en raison de la densité de la population ».

A propos du travail des enfants, les Chambres de commerce de plusieurs villes ne désignent qu'un seul coupable : les parents, dont « l'insouciance » n'a d'égal que le « désir d'exploiter souvent prématurément à leur profit les forces physiques des enfants ». « Les parents les envoient dans les fabriques, sacrifiant ainsi à l'appât d'un salaire élevé leur développement intellectuel... »

A propos de l'ouvrier mineur : « ... n'ayant pas l'idée d'une condition meilleure, il accepte, sans souci, celle qui, de père en fils, lui est dévolue, et dans cet acte de philosophie aveugle et pour ainsi dire instinctive, il n'a même pas le mérite de la résignation ».

Bien des choses ont changé depuis un siècle : s'organisant en un puissant mouvement sur le plan

syndical puis politique, les travailleurs ont imposé le droit social, les huit heures, la sécurité sociale. Le bourgeois libéral de naguère a perdu son pouvoir économique; il n'est plus grand-chose, face aux monopoles. Mais la morgue et l'impudence de la classe dominante d'aujourd'hui valent bien celles d'hier.

Entre autres mérites, un livre comme celui de Jean Neuville rappelle la tranquille cruauté d'une oppression qui n'a changé de formes que grâce à la lutte du mouvement ouvrier, et au prix d'immenses sacrifices.

Rosine LEWIN.

Histoire du mouvement ouvrier en Belgique. Jean Neuville : la condition ouvrière au 19^{me} siècle — tome I : L'ouvrier objet — 240 pages — 580 F. Editions Vie ouvrière, Bruxelles.

L'autre Allemagne

par **Henri Bernard**

Ce livre a pour auteur Henri Bernard, professeur émérite de l'Ecole royale militaire. C'est une première qualité de cet ouvrage car il est bon que ce soit un citoyen d'un pays deux fois victime d'une agression allemande, par surcroît un résistant, qui rappelle qu'il y eut aussi une *Autre Allemagne* et rende hommage à la résistance allemande à Hitler, trop souvent méconnue chez nous.

Ce n'est pas le seul mérite de cet ouvrage. Des recherches minutieuses ont permis au professeur Bernard de présenter un tableau très complet des différentes facettes d'un mouvement de résistance beaucoup plus complexe que celui qui se développa dans les pays occupés. En effet, comme le note l'auteur, une fois la Deuxième Guerre mondiale déclenchée, un problème de conscience se pose pour beaucoup de résistants allemands : « comment mettre fin à l'abominable régime nazi, tout en ne se désolidarisant pas de la commu-

nauté des combattants ? A-t-on le droit de souhaiter la défaite de son pays ? »

Cela explique que les antinazis allemands aient été divisés au sujet des moyens et des méthodes pour arriver à leurs fins. De plus, si les résistants des pays occupés pouvaient compter sur la sympathie et l'aide de la population, la résistance allemande ne fut jamais suivie des masses. Composée de petits groupes ou d'individualités civiles, religieuses ou militaires, la Résistance allemande, fractionnée et isolée, ne peut donc pas se comparer aux Résistances alliées. Ces opposants à Hitler n'eurent que plus de mérite à engager une lutte qui put souvent sembler sans espoir.

Après avoir exposé, en remontant à la première guerre mondiale et à Versailles, quelles furent à son avis les causes de l'avènement de Hitler, le professeur Bernard décrit les différentes composantes de cette opposition qui fut jusqu'au bout très divisée. En effet « *dans les pays occupés par les forces de l'Axe, l'on vit combattre côte à côte, au sein des formations clandestines, des chrétiens, des indifférents, des agnostiques, des athées. Chasser l'occupant concernait tous les patriotes quelles que fussent leurs options philosophiques. Dans l'atmosphère étouffante de l'idéologie nationale-socialiste du Ille Reich, les Résistants — à de notables exceptions près — appartiennent à deux opinions philosophiques extrêmes, d'une part des protestants et des catholiques fervents, d'autre part des communistes... »*

Cette résistance communiste, le professeur Bernard en souligne l'importance et la continuité. « *Environ 20.000 membres du Parti sont arrêtés durant les six premiers mois de 1933. En dépit de ces pertes initiales, les communistes allemands n'ont pas cessé, avec une discipline et une abnégation opiniâtres, de continuer une action illégale destinée à assurer la mobilisation de leurs partisans. A une époque où, en Allemagne et à l'étranger, on ne pense pas encore à la Résistance, les communistes ont peuplé les camps de concen-*

tration, devenus eux-mêmes des foyers de Résistance ». Et cette Résistance se poursuivra quand la guerre aura éclaté : « *elle fut, durant les années 1940-1943, la plus opiniâtre et elle a payé le plus lourd tribut... Constattement démantelés, ses réseaux ont réussi à fournir asile et faux papiers aux persécutés et ont établi les éléments communs d'un front uni contre le nazisme »*.

C'est toutefois la résistance militaire, celle qui se développa au sein même de l'armée, celle du reste qui aurait pu être la plus efficace, que le professeur Bernard décrit avec le plus de détails, sans dissimuler ses faiblesses, les hésitations et même les lâchetés de certains généraux, mais en montrant aussi le courage de certains de ses héros, des hommes comme Adam von Trott zu Solz et Claus von Stauffenberg, l'auteur de l'attentat du 20 juillet 1944.

L'ouvrage fournit enfin des indications sur la résistance allemande dans l'émigration et celle que des groupes allemands menèrent dans les pays occupés, notamment en Belgique où nombre d'Allemands et d'Autrichiens participèrent à la Résistance belge dans les rangs du Front de l'Indépendance.

Les qualités de ce livre généreux ne peuvent toutefois pas en dissimuler les faiblesses qui proviennent d'une conception de l'histoire où les « idées » de personnages illustres décident du sort du monde. Sous l'Ancien Régime, explique le professeur Bernard, la guerre n'intéressait que le prince et un petit nombre de guerriers professionnels mais la Révolution française transformera les mentalités, la guerre de peuples et la guerre de haine naîtront. Dans les années 1870 surtout, « les esprits allaient changer » après que Bismarck eût commis la faute, « la seule peut-être dans sa prestigieuse carrière », d'annexer l'Alsace-Lorraine. Du coup, le branle est donné. Un mouvement nationaliste et pangermaniste se développe en Allemagne, un mouvement nationaliste tout aussi chauvin en France. « Partout, les esprits s'échauffent. Il ne faudra qu'une étincelle pour provoquer l'explosion », la guerre de 1914-1918 et tout ce qui l'a suivi...

S'il est certain que les idées deviennent une force quand elles s'emparent des masses (Marx dit), ces idées ne jaillissent toutefois pas du néant. Et s'il est vrai que le rôle des personnalités est important et que ce sont les hommes qui font leur propre histoire, encore ne faut-il pas perdre de vue qu'ils la font dans des conditions données où les éléments idéologiques et culturels, les conceptions morales et politiques, bref la « superstructure », interviennent assurément mais dans lesquelles les structures sociales (et par conséquent, la lutte des classes) et, ne fût-ce qu' « en dernière instance », la base économique jouent un rôle déterminant. Et ce n'est pas parce que le professeur Bernard est catholique qu'il a une conception « idéaliste » de l'histoire. Nombre d'historiens chrétiens considèrent aujourd'hui, au même titre que nous, que le développement de la société peut seulement être compris en utilisant les méthodes d'analyse marxistes qui l'envisagent dans sa totalité.

Si j'insiste sur ce point, c'est parce que les conceptions du professeur Bernard aboutissent parfois à des schématisations qui déforment la réalité, empêchent d'en percevoir la complexité et ne permettent par conséquent pas de l'analyser. Je prendrai un seul exemple qui concerne un problème que je ne voudrais pas escamoter : la responsabilité éventuelle des communistes allemands dans l'avènement de Hitler.

Le professeur Bernard règle la question en deux coups de cuiller à pot. « *En septembre 1928, au VI^e congrès de l'Internationale communiste, Staline changeait d'attitude vis-à-vis de Weimar. Il ordonnait aux moscovitaires allemands de mener la lutte contre le parti social-démocrate qui devait désormais être qualifié de « social-fasciste ». Le Kremlin faisait ainsi le jeu de l'hittérisme montant. En 1930, lorsque le parti national-socialiste se révélait redoutable, Staline misa sur lui. Il exigea que les communistes allemands soutiennent les initiatives hitlériennes dirigées contre la bourgeoisie république de Weimar* ».

C'est de « l'histoire personnelles » qui réduit le phénomène stalinien et ses répercussions dans l'IC à l'erreur commise par Staline qui change d'avis un beau matin et lance du coup des ordres que les communistes allemands, en bons « agents de Moscou », exécutent aussitôt. C'est une vision simpliste de tournant exécuté au VI^e Congrès de l'IC (où le rapport fut présenté par Boukharine, soit dit en passant) en considérant que la fin de « la période de stabilisation relative » entraînerait automatiquement une aggravation des contradictions impérialistes, tournant qui se précisa au Xe Plenum tenu l'année suivante (après l'éviction de Boukharine) pour aboutir à voir dans le fascisme et la social-démocratie « deux aspects d'un même instrument de la dictature du capital ». (XI^e Plenum de l'IC, 1931.)

La politique sectaire adoptée à ce moment par l'IC ne conduisit certes pas les communistes allemands à « soutenir » les chemises brunes qu'ils combattirent au contraire avec courage aussi bien à ce moment qu'après l'avènement de Hitler. Elle n'en facilita pas moins la victoire du nazisme, même si cela ne supprime pas les responsabilités encourues par les sociaux - démocrates. (N'oublions quand même pas qu'aux élections présidentielles d'avril 1932, ceux-ci apportèrent leur appui à Hindenburg, qui appela Hitler à la Chancellerie neuf mois plus tard !). Ramener les erreurs commises pendant cette période par l'IC au seul manque de jugeotte de Staline ne propose pas seulement une vue par trop simpliste de l'histoire. Elle empêche de rechercher les causes profondes de la politique erronée pratiquée à l'époque et d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Ces critiques n'enlèvent rien aux mérites réels d'un ouvrage qui témoigne par ailleurs des qualités humaines de son auteur. Car ce qui est sympathique chez cet ancien officier qui consacra toute sa carrière d'enseignant à la formation de militaires professionnels, c'est que son livre constitue d'un bout à l'autre un réquisitoire contre l'horreur et la stupidité des guerres, un plai-

doyer chaleureux en faveur de l'entente des peuples.

Pierre JOYE.

Henri Bernard. « L'autre Allemagne. La résistance allemande à Hitler 1933-1945 ». La Renaissance du Livre. Un volume de 302 pages.

« Droits humanitaire et conflits armés »

Un colloque de l'ULB

Le Centre de Droit international de l'Institut de Sociologie de l'ULB (Centre Henri Rolin) est l'un des foyers de recherche les plus actifs en Belgique.

Le droit est par nature mouvant. Le colloque, tenu en janvier 1970 sous ses auspices sur le thème du « Droit humanitaire et conflits armés », dont les actes viennent d'être publiés aux Editions de l'ULB laisse en effet apparaître de manière frappante les contradictions qui l'agitent et le font progresser, au travers des tensions dialectiques qui le secouent, vers un ordre mondial plus juste et plus démocratique.

Les grands principes du droit humanitaire sont nés après la dernière guerre mondiale de la réaction universelle contre les horreurs des crimes commis à cette occasion. La barbarie refoulée, il importait d'établir des normes de droit international qui les bannissaient à jamais. Quatre conventions furent signées sur la matière en 1949 à Genève. Elles s'inscrivent dans le courant de la proclamation des droits inaliénables de la personne humaine, au travers de multiples instruments internationaux, à l'ONU notamment. Comme les Etats capitalistes dominaient encore la scène mondiale à cette époque, ces conventions sont porteuses d'un très grand nombre d'ambiguïtés et sont inadéquates à plus d'un titre : les protections sont insuffisantes, les conventions ne s'appliquent pas aux conflits dits internes, sauf pour garantir un « standard minimum » élémentaire d'humanité aux victimes; un certain type de guerre, classique, celle pratiquée par ces mêmes Etats occidentaux, est considéré, les guerres populaires, les

guerillas, les soulèvements étaient écartés du texte. De plus — mais il s'agit là d'un problème inhérent à l'ensemble du droit international classique — aucune mesure ne vient sanctionner les violations de ces règles, qui dans la pratique ont été fréquentes.

Mais en vingt-cinq ans, les choses ont bougé dans le monde. Les peuples prennent en main leur destin. Les Etats socialistes et du tiers monde contribuent aux évolutions et aux révolutions du droit international. Le colloque venait donc à son heure, et le moindre de ses mérites ne sera certainement pas d'avoir laissé apparaître cette réalité et les rapports juridiques qui s'établissent, en cette matière, entre les Etats et avec les individus. C'est ainsi que les nouvelles formes de guerre, utilisées notamment pour les luttes de libération nationale, s'expriment le plus souvent par la *guerrilla*, imposent de nouvelles conceptions aux juristes et, à tout le moins, dans l'immédiat, une interprétation nouvelle des textes existants. Le droit est donc bien à la merci des faits qu'il prétend régir.

Le droit est dynamique aussi. Il est remarquable en effet de constater que les porte-parole des peuples en lutte à l'époque, par exemple les représentants du PAIGC ou du Frelimo, ou dans le passé, comme le juriste algérien qui prit part au colloque et les participants des Etats socialistes présents, loin de rejeter le droit existant, l'invoquaient à l'appui de leurs arguments. Il est en effet considéré comme une base indispensable à son développement.

Il reste cependant une contradiction, que le colloque aborde également. La guerre, mise à part certaines exceptions, est mise hors-la-loi par le droit international moderne. Les Etats ont l'obligation de résoudre leurs différends pacifiquement. Pourquoi ce même droit qui l'interdit voit-il la nécessité de la régler ? La réponse est politique : si la guerre est bannie en droit, elle ne l'est pas encore en fait. Nos oreilles résonnent encore des bombardements du Vietnam, de Guinée-Bissau, des cris des torturés d'Algérie et des suppliciés de

Tall-El-Zaatar. Les victimes de cette ignominie, que notre société de profit secrète toujours, après l'avoir importée au sein de peuples pacifiques, disposent de peu d'armes. Le droit, quand il leur est favorable, est une grande arme d'appoint aux armes politiques de leur libération. Le droit humanitaire ne préjuge donc en rien de la légalité de la situation qu'il régleme : soumis, contraint aux faits, il se borne à les constater, à s'y plier sous leur pression.

C'est donc une lecture passionnante que je viens de terminer sur des aspects importants du droit humanitaire, une lecture qui vient d'autant à son heure qu'un grand nombre de questions fondamentales discutées lors du colloque sont aujourd'hui soumises à un effort de codification officielle au sein de la Conférence diplomatique sur le droit humanitaire, dont la quatrième session se déroulera du 17 mars au 10 juin 1977 et qui pour-

rait aboutir à l'adoption par les Etats de deux protocoles additionnels aux Conventions de Genève. Des problèmes importants sont encore en suspens, comme la protection des organismes de secours, le statut des « guerilleros », la protection des civils. Une lecture qui non seulement laisse apparaître le caractère politique des clivages juridiques exprimés, mais qui débouche de plus sur un certain nombre de voies directrices qu'il importe d'explorer : la lutte contre toutes les séquelles du colonialisme, la détente, le désarmement, l'élargissement des droits de l'homme dans le monde, etc...

L'opinion publique, à laquelle il est surtout fait référence au cours des débats, a un rôle essentiel à jouer dans cette passionnante exploration. Un rôle qui ressemble à un combat.

Pierre VANDERNOOT.

CONFERENCES-DEBATS du Cercle d'éducation populaire

Lundi 7 mars

Pierre MERTENS, écrivain et juriste

Violences connues et violences invisibles

Lundi 21 mars

Jean LAILLE, maire-adjoint de Foix

L'Espagne à l'heure du choix

Ces conférences-débats ont lieu
à la Maison des Huit Heures, place Fontainas 7-9,
à Bruxelles, chaque fois à 20 heures



**les
Bons d'épargne
CGER 
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

L'abonnement annuel aux Cahiers marxistes
(dix livraisons) pour 1977
est fixé à 500 F,
montant qui se réduit à 250 F pour les moins de 25 ans.
Etranger : 600 F.

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sans tarder

Faites connaître les C.M. autour de vous

Aidez-nous à étendre la diffusion des C.M.
et envoyez-nous vos suggestions et observations sur le
contenu de la revue.

Adresse : 20, avenue de Stalingrad, 100 Bruxelles
CCP N° 000 0188745 80 de la Fondation J. Jacquemotte,
20, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles.

L'index reprenant les titres et auteurs des articles
parus dans les Cahiers marxistes depuis 1973 est
disponible sur demande.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

60 F